

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
(Premier semestre clos le 30 septembre 2009)

Sommaire

Rapport d'activité sur les états financiers consolidés résumés, semestre clos le 30 septembre 2009	<i>Page 3</i>
Etats financiers consolidés résumés, semestre clos le 30 septembre 2009	<i>Page 26</i>
Rapport des auditeurs sur l'information financière semestrielle 2009	<i>Page 56</i>
Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel 2009	<i>Page 59</i>

**Rapport d'activité sur les états financiers consolidés résumés,
Semestre clos le 30 septembre 2009**

RAPPORT D'ACTIVITE

SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009

1. Faits marquants du premier semestre clos le 30 septembre 2009

1.1. Faibles prises de commandes, bonne performance opérationnelle

Au cours du premier semestre 2009/10, les prises de commandes d'Alstom ont continué à être affectées par la récession économique mondiale. En revanche, le Groupe réalise une bonne performance opérationnelle, confirmant sa capacité à maîtriser l'exécution de ses contrats.

Conséquence du ralentissement économique global, les prises de commandes à € 7,1 milliards ont baissé de manière significative au premier semestre 2009/10 par rapport au niveau exceptionnellement élevé enregistré un an auparavant. Dans ce contexte incertain, le carnet de commandes d'Alstom est demeuré élevé à € 43,8 milliards – soit l'équivalent de 27 mois de chiffre d'affaires –, ce qui donne une bonne visibilité pour l'avenir. Des succès commerciaux importants ont été obtenus au cours de la période :

- le Secteur Power a remporté des contrats pour la construction de la plus grande centrale à cycle combiné du Royaume-Uni comprenant 5 GT26™, pour la réhabilitation d'une centrale à charbon en Pologne, pour des centrales hydroélectriques en Suisse, en Inde, au Canada, et pour des fermes éoliennes en Espagne et au Royaume-Uni ;
- le Secteur Transport a obtenu des commandes pour des trains régionaux duplex et des tramways en France, des trains régionaux en Allemagne et au Danemark, des tramways et des métros au Brésil, ainsi que des projets de signalisation aux Pays-Bas, au Canada, en Egypte, en Chine et en Inde.

Le chiffre d'affaires du Groupe a poursuivi sa croissance à un rythme soutenu de 8%, tandis qu'un contrôle strict de l'exécution des projets et des coûts est en place. Le chiffre d'affaires a atteint € 9,7 milliards par rapport à € 9,0 milliards sur la même période l'an dernier. Le résultat opérationnel est en augmentation de 19% par rapport au premier semestre 2008/09 à € 828 millions, soit 8,6% du chiffre d'affaires.

Le résultat net part du Groupe a progressé de 7% et a atteint € 562 millions durant le premier semestre 2009/10, contre € 527 millions durant le premier semestre 2008/09.

Le cash flow libre du groupe est resté positif à € 77 millions grâce à la performance opérationnelle qui a plus que compensé la détérioration du besoin en fonds de roulement, conséquence du faible niveau des prises de commandes.

1.2. Un Groupe concentré sur les priorités opérationnelles

Durant le premier semestre, Alstom est resté concentré sur ses priorités opérationnelles tout en continuant à préparer l'avenir. Cet effort s'est construit autour de deux axes principaux : l'exécution des projets, qui est au cœur de la performance d'Alstom, et la nécessaire adaptation au nouvel environnement économique.

Priorité à l'exécution des projets

La maîtrise de l'exécution et le bon achèvement des projets en cours demeurent une priorité, avec l'attention du management portant tout particulièrement sur la satisfaction des clients et le respect des délais. Pour Power, les principaux contrats livrés au cours du semestre ont été des centrales à gaz aux Emirats Arabes Unis, en Algérie et au Royaume-Uni. Des contrats pour de grandes centrales à charbon dans divers pays tels l'Afrique du Sud, la Pologne et l'Allemagne ont également été exécutés sur la période. Pour Transport, des métros aux Etats-Unis, au Brésil, en Espagne et en Turquie, des TGV^{TM1} duplex en France, et des trains régionaux en Allemagne et en France ont été les principaux projets exécutés au cours du premier semestre 2009/10.

Maintien d'un contrôle strict des coûts et des dépenses

Un programme de contrôle strict des frais commerciaux et administratifs a été déployé au sein de l'ensemble des unités du Groupe depuis décembre dernier. Au vu des résultats positifs des premières dispositions mises en place, le programme a été poursuivi et son champ d'application progressivement étendu à d'autres dépenses.

Des mesures générales et spécifiques ont été mises en place pour rationaliser l'organisation, améliorer l'efficacité des fonctions support et optimiser la chaîne d'approvisionnements.

1.3. Un groupe qui prépare l'avenir

Une base industrielle renforcée, tournée vers les nouveaux marchés

Lors du premier semestre 2009/10, les investissements d'Alstom ont atteint € 210 millions (en excluant les coûts de développement capitalisés) à comparer à € 195 millions pour le premier semestre 2008/09 et € 304 millions pour le second semestre 2008/09. Dans le Secteur Power, des programmes d'envergure ont fait l'objet d'avancées majeures :

- l'achèvement de la fonderie à Elblag (Pologne) qui permet d'accroître les capacités de production des principaux composants de turbines. La nouvelle usine a été inaugurée le 25 juin 2009 ;
- l'achèvement de la construction à la périphérie de Wuhan (Chine) de la plus grande unité de production de chaudières du Groupe. Elle sera opérationnelle en novembre 2009 ;
- la construction à Chattanooga (Tennessee, Etats-Unis d'Amérique) d'un nouveau site de fabrication de turbines à vapeur pour les centrales thermiques et nucléaires, de turbines à gaz, d'alternateurs et d'équipements associés ;
- l'augmentation de la capacité de production de l'usine de turbines hydroélectriques à Tianjin (Chine) ;
- l'agrandissement d'un atelier de réparation et de re-conditionnement de turbines à gaz à Jupiter (Floride, Etats-Unis d'Amérique).

¹ TGVTM est une marque déposée de la SNCF.

Dans le Secteur Transport, les investissements sont restés concentrés sur l'augmentation des capacités pour les gammes de produits phares et sur l'amélioration de la productivité. Les principaux programmes d'investissement sur le semestre ont eu pour objectif :

- d'augmenter la capacité de fabrication de trains à grande vitesse, de tramways, de métros sur divers sites en France et en Pologne ;
- d'améliorer la productivité dans de nombreux sites de fabrication de composants majeurs en France, en Belgique, en Allemagne et en Italie.

Des investissements dans plusieurs sites de service aux Etats-Unis d'Amérique, au Mexique, en Allemagne, en Roumanie et en Argentine ont également été menés.

Dans l'environnement économique actuel, les nouveaux projets d'investissement font l'objet d'une revue stricte par ordre de priorité.

R&D et innovation pour renforcer l'avance technologique

Pour consolider son avance technologique et renforcer son portefeuille de produits, de systèmes et de services, Alstom a maintenu un important effort de Recherche et Développement (R&D) à € 290 millions (en excluant les effets de capitalisation et d'amortissement) par rapport à € 270 millions l'année dernière.

Le Secteur Power a axé son effort sur le développement de solutions de captage du CO₂, en se concentrant notamment sur les processus d'oxy-combustion et de post-combustion. Alstom est impliqué dans dix unités de démonstration de captage de CO₂ avec des clients majeurs à travers le monde. En parallèle, Alstom a poursuivi des programmes de R&D pour améliorer les performances de ses turbines et centrales intégrées. Alstom a également concentré ses efforts sur le développement de systèmes de turbines pompes hydroélectriques à vitesse variable et sur l'amélioration continue de la nouvelle turbine éolienne ECO100™.

Le Secteur Transport a privilégié le développement de nouvelles solutions et l'amélioration de sa gamme de produits :

- en juin 2009, le prototype de la locomotive Prima II™ a été dévoilé à Belfort (France) avant son transfert en Allemagne pour une série d'essais ;
- durant l'été 2009, une nouvelle série de tests de l'AGV™ en République Tchèque a permis de finaliser la validation de la nouvelle plate-forme à très grande vitesse. Une dernière série de tests en Italie complètera le processus d'homologation pour le réseau italien ;
- en juin 2009, Alstom a ouvert en Suisse un pôle dédié aux essais et à la validation de ses bogies. Le nouveau pôle peut accueillir des bogies complets incluant le châssis, les suspensions, la transmission et les moteurs.

Alstom a aussi consacré une partie significative de ses efforts de R&D à la promotion d'un transport ferroviaire durable en développant des trains modulaires à faible consommation d'énergie, d'un poids réduit, utilisant une traction hybride ou mixte et à pollution sonore réduite.

Partenariats

Pour atteindre ses objectifs de stratégie géographique et de portefeuille, Alstom a développé des accords de coentreprises et conclu un partenariat prometteur dans le secteur des énergies renouvelables.

En novembre 2008, Alstom et Bharat Forge Ltd (BFL), l'un des leaders mondiaux de la construction métallique et des pièces forgées, ont signé un pacte d'actionnaires ouvrant la voie à la création d'une société commune basée en Inde. La société commune devra assurer la conception, la fabrication, la vente ainsi que la mise en service des flots turbine à vapeur de 600 à 800 MW de centrales supercritiques en Inde. Le projet est en cours de finalisation.

En mars 2009, Alstom et la société russe Transmashholding (TMH) ont signé un partenariat stratégique sur le marché russe du matériel roulant. Les discussions entre Alstom et Transmashholding ont débouché sur un accord sur les termes d'une participation de 25% +1 action du capital de la société holding du Groupe TMH et sur des contrats de coopération. Des accords sont également en cours de rédaction pour la création d'une société commune pour le développement de nouveaux modèles de matériel roulant adaptés pour le marché ferroviaire russe à partir des dernières technologies d'Alstom et de TMH. La finalisation de cette transaction est attendue dans les prochains mois.

En mai 2009, Alstom a signé un accord de licence avec Clean Current Power Systems Incorporated, une société privée canadienne spécialisée dans la conception et la validation de technologies d'énergie marémotrice. Les dispositions de cet accord prévoient également une coopération renforcée entre les deux parties afin de développer la technologie, mettre au point des prototypes et positionner Alstom à la fois comme fabricant d'équipements et comme fournisseur de solutions clés en main pour les fermes marémotrices.

1.4. Ressources humaines et responsabilité d'entreprise

Ressources humaines

Au cours du premier semestre 2009/10, Alstom a poursuivi son effort de gestion des ressources humaines pour permettre le développement du Groupe sur ses principaux marchés et la bonne exécution du carnet de commandes. Le nombre total d'employés à fin septembre 2009 a atteint 79 500 personnes par rapport à 81 500 à la fin mars 2009. Les 2 600 nouvelles embauches ont été plus que compensées par les départs et le non-remplacement de certains employés en contrat à durée déterminée. Au cours de la période, Alstom a maintenu une politique active de formation au travers des cinq campus régionaux « Alstom University » dans le monde.

La politique « environnement, santé, sécurité » du Groupe a été renforcée par des programmes ciblés de communication et de formation et via un suivi renforcé de la performance. Grâce à ces efforts, le taux d'accidents du travail (en moyenne glissante sur 12 mois) a atteint 2,4 par rapport à 3,7 l'année précédente.

Plan de fidélisation

Le 21 septembre 2009, le Conseil d'administration a approuvé un nouveau plan de fidélisation sur le long terme fondé sur l'octroi d'options de souscription d'actions et l'attribution d'actions de performance, dont l'exercice est conditionné à la performance du Groupe sur l'exercice 2011/12. Ce plan représente environ 0,5% du capital d'Alstom.

Fondation Alstom pour l'environnement

Au travers de la Fondation Alstom pour l'Environnement, créée en novembre 2007, le Groupe a maintenu son soutien actif à des projets axés sur la préservation de l'environnement. En juin 2009, la Fondation a sélectionné 13 nouveaux projets pour l'année 2009/10 parmi 72 projets soumis dans 32 pays dont la Chine, le Brésil, l'Inde et le Venezuela.

1.5. Areva Transmission & Distribution

Le 18 septembre 2009, Alstom et Schneider Electric ont soumis une offre non engageante pour acquérir Areva Transmission & Distribution (T&D), récemment mise en vente par sa maison-mère. Le projet vise à créer une structure commune entre Schneider Electric et Alstom qui ferait une offre pour Areva T&D et qui, en cas de succès, transférerait par la suite les activités liées à la transmission à Alstom et les activités liées à la distribution à Schneider Electric.

La partie Transmission d'Areva T&D, qui comprend les activités du domaine de la haute tension, est très proche des métiers d'Alstom dans la génération d'électricité. Alstom apportera à Areva T&D son expertise en termes de connaissance des réseaux et des automatismes, sa maîtrise des grands projets et le plein bénéfice de son réseau commercial mondial.

2. Commentaires généraux sur l'activité et le résultat

2.1. Principaux indicateurs financiers consolidés

2.1.1. Commentaires généraux sur l'activité

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs de performance du Groupe pour le premier semestre 2009/10:

Total Groupe Données en base réelle (en millions d'€)	1er semestre		% Variation sept 09 / sept 08	
	30 sept. 09	30 sept. 08	Réel	Organique
	Carnet de commandes	43 787	46 879	-7%
Commandes reçues	7 134	15 401	-54%	-53%
Chiffre d'affaires	9 683	8 956	8%	7%
Résultat opérationnel	828	697	19%	17%
Marge opérationnelle	8,6%	7,8%		
Résultat net - part Groupe	562	527	7%	
Cash flow libre	77	1 201	-94%	

Au cours du premier semestre 2009/10, malgré des prises de commandes affectées par la récession économique, Alstom a continué à générer de bons résultats.

Comme prévu, le marché des centrales et des équipements électriques a ralenti significativement au cours du premier semestre 2009/10 dans toutes les régions. Le marché des services aux centrales a montré une meilleure résistance mais a aussi été affecté par la crise mondiale qui s'est traduite notamment par une baisse de la consommation d'électricité.

Le marché des transports ferroviaires est resté soutenu par des fondamentaux solides tels que l'engorgement des villes, les besoins de mobilité et les préoccupations environnementales. Les plans de relance visant le transport ferroviaire devraient accélérer certains projets, particulièrement en Europe et aux Etats-Unis. Les marchés de la très grande vitesse et des transports en commun ont poursuivi leur croissance tandis que les activités de fret ont ralenti.

2.1.2. Commandes reçues et carnet de commandes

Touchées par la récession économique mondiale au cours de l'année passée, les prises de commandes ont diminué fortement pendant le premier semestre 2009/10 et s'élèvent à € 7,1 milliards par rapport aux € 15,4 milliards enregistrés un an auparavant sur la même période. La réduction du niveau de prises de commandes doit néanmoins s'apprécier en prenant en considération non seulement la crise économique mondiale mais également le niveau exceptionnel de commandes enregistré l'an dernier par Power et Transport. Dans ce contexte incertain, le carnet de commandes d'Alstom reste élevé, à € 43,8 milliards, soit l'équivalent de 27 mois de chiffre d'affaires, donnant à Alstom une bonne visibilité pour l'avenir.

Power a enregistré € 4,7 milliards de commandes au cours du premier semestre 2009/10, contre € 10,2 milliards l'année précédente, présentant une baisse de 54%, en ligne avec l'évolution du marché. La plus grande centrale à cycle combiné clés en main du Royaume-Uni comprenant 5 GT26™, la modernisation d'une centrale à charbon en Pologne, des contrats hydroélectriques pour de nouvelles centrales en Suisse, au Canada et en Inde et des contrats pour l'installation de fermes éoliennes en Espagne ont fait partie des principales commandes au cours du semestre .

Les commandes reçues par Transport s'élèvent à € 2,4 milliards pendant le premier semestre 2009/10 et incluent la livraison de trains régionaux duplex pour le réseau urbain de Paris et des tramways CITADIS™ supplémentaires pour la ville de Montpellier en France, des trains régionaux CORADIA™ en Allemagne et au Danemark, ainsi que des tramways et des métros pour Brasilia. Le Secteur a aussi signé plusieurs contrats de signalisation à la fois pour des grandes lignes et pour du transport urbain aux Pays-Bas, en Egypte, au Canada, en Chine et en Inde.

2.1.3. Chiffre d'affaires

Grâce à l'exécution progressive du carnet de commandes pendant le premier semestre de 2009/10, le chiffre d'affaires du Groupe a atteint € 9,7 milliards, en augmentation de 8% par rapport aux € 9,0 milliards enregistrés l'an dernier sur la même période.

Pour Power, des centrales thermiques aux Emirats Arabes Unis, en Arabie Saoudite, en Algérie, en Tunisie, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, et des contrats hydroélectriques au Brésil ont été exécutés sur la période. Des contrats pour de grandes centrales à charbon en Afrique du Sud, en Pologne et en Allemagne ont également été livrés sur la période.

Pour Transport, un projet de transport urbain à New York, les trains à grande vitesse en France, et les trains régionaux en France et en Allemagne ont représenté une part importante du chiffre d'affaires de la période.

2.1.4. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a atteint € 828 millions, soit 8,6% du chiffre d'affaires, comparé à € 697 millions, soit 7,8% l'an dernier :

- le résultat opérationnel de Power a atteint € 677 millions (+17% par rapport à l'an dernier). La marge opérationnelle s'est améliorée passant de 9,2% à 9,8% ;
- Transport a réalisé un résultat opérationnel de € 195 millions, contre € 176 millions l'an dernier (+11%). La marge opérationnelle a progressé de 6,6% à 7,0%.

2.1.5. Résultat net – part du Groupe

Le résultat net (part du Groupe) a atteint € 562 millions pendant le premier semestre 2009/10, en augmentation de 7% par rapport au niveau de € 527 millions atteint au premier semestre 2008/09. La meilleure performance opérationnelle a été en partie amoindrie par une détérioration du résultat financier et une légère augmentation du taux effectif d'imposition à 26% comparé à 25% l'année dernière.

2.1.6. Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'est établi à € 77 millions au premier semestre 2009/10 par rapport à € 1 201 millions au premier semestre 2008/09. Le Groupe a enregistré une détérioration de son besoin en fonds de roulement, conséquence du faible niveau de prises de commandes.

2.1.7. Trésorerie nette

Malgré un cash-flow libre plus faible à € 77 millions et un versement de dividendes de € 329 millions (incluant les intérêts minoritaires), la position nette de trésorerie du Groupe reste solide à € 1 866 millions au 30 septembre 2009 contre € 2 051 millions au 31 mars 2009.

2.1.8. Liquidité

Au 30 septembre 2009, Alstom avait une très bonne liquidité avec une trésorerie nette de € 1,9 milliard, un montant brut de trésorerie et équivalents de trésorerie de € 3,1 milliards, ainsi qu'une ligne de crédit non utilisée de € 1,0 milliard. En septembre 2009, Alstom a émis une nouvelle obligation de € 500 millions à échéance en 2014.

2.2. Principaux indicateurs géographiques – Premier semestre 2009/10

2.2.1. Analyse géographique des commandes reçues par région de destination

Total Groupe Données base réelle, en millions d'€	1er semestre		1er semestre		% Var. Sept 09/08
	30 sept. 09	% contrib	30 sept. 08	% contrib	
Europe	4 150	58%	6 906	45%	-40%
Amérique du Nord	1 197	17%	1 187	8%	1%
Amérique du Sud et Centrale	517	7%	605	4%	-15%
Asie/Pacifique	976	14%	1 647	10%	-41%
Moyen-Orient/Afrique	294	4%	5 056	33%	-94%
Commandes reçues par destination	7 134	100%	15 401	100%	-54%

En Europe, les prises de commandes ont atteint € 4 150 millions en baisse de 40% par rapport à l'an dernier. Dans le Secteur Power, les principales commandes ont été prises au Royaume-Uni avec un projet de centrale à gaz à cycle-combiné avec 5 GT26™, associé à un contrat d'opération et de maintenance, en Pologne avec un important contrat de réhabilitation de centrale à charbon et en Suisse avec deux commandes pour d'importantes centrales hydroélectriques. Dans le Secteur Transport, d'importants contrats de trains régionaux en France, au Danemark et en Allemagne, de tramways CITADIS™ à Montpellier, et de systèmes de signalisation aux Pays-Bas ont été signés. L'Europe a contribué à hauteur de 58% aux commandes du Groupe pendant le premier semestre 2009/10.

Les prises de commandes sont restées stables en Amérique du Nord à un niveau de € 1 197 millions, comparable à celui de l'an dernier sur la même période. Alstom a enregistré de nombreux succès commerciaux dans la région dont des réhabilitations de turbines à vapeur de centrales nucléaires aux Etats-Unis et de centrales hydroélectriques au Canada. L'Amérique du Nord a participé aux commandes du Groupe à hauteur de 17% pendant le premier semestre 2009/10.

Dans la région Amérique du Sud et Centrale, des commandes pour € 517 millions ont été enregistrées pendant le premier semestre à comparer à € 605 millions l'an dernier sur la même période. Des contrats pour une centrale géothermique de 25MW au Mexique et pour des métros et des tramways au Brésil ont été enregistrés. La région Amérique du Sud et Centrale a contribué à hauteur de 7% aux commandes du Groupe pour le premier semestre 2009/10.

En Asie/Pacifique, des commandes de € 976 millions ont été enregistrées, en baisse de 41% par rapport à l'an dernier. En Inde, Alstom a remporté d'importants succès commerciaux avec des contrats de signalisation pour le Secteur Transport, ainsi que des contrats concernant des équipements de contrôle de la qualité de l'air, une chaudière de 800MW et un barrage hydroélectrique de 4 x 125 MW pour le Secteur Power. En Chine, Alstom a obtenu un contrat de signalisation ainsi que des commandes sur le marché en croissance du nucléaire. L'Asie/Pacifique a représenté 14% des commandes du Groupe pour le premier semestre 2009/10.

Dans la région Moyen-Orient/Afrique, aucune commande significative n'a été enregistrée au premier semestre contrairement à l'an dernier. La région Moyen-Orient/Afrique avec € 294 millions de commandes pendant le premier semestre 2009/10 a contribué à hauteur de 4% aux commandes du Groupe.

2.2.2. Analyse géographique du chiffre d'affaires par région de destination

Total Groupe	1er semestre		1er semestre		% Var. Sept 09/08
	Données base réelle, en millions d'€	30 sept. 09	30 sept. 08	%	
		contrib	contrib		
Europe	4 859	51%	4 845	54%	0%
Amérique du Nord	1 398	14%	1 334	15%	5%
Amérique du Sud et Centrale	482	5%	545	6%	-12%
Asie/Pacifique	1 097	11%	1 259	14%	-13%
Moyen-Orient/Afrique	1 847	19%	973	11%	90%
Chiffre d'affaires par destination	9 683	100%	8 956	100%	8%

En Europe, le chiffre d'affaires a atteint € 4 859 millions, un niveau comparable à celui de l'an dernier qui représente 51% du chiffre d'affaires du Groupe. D'importants contrats concernant des centrales clés en main au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, des centrales à charbon en Allemagne et en Pologne, ainsi que des contrats pour des TGV™ en France, des métros en France, en Espagne et en Turquie, des trains régionaux en France et en Allemagne ont été exécutés pendant le semestre.

Le chiffre d'affaires en Amérique du Nord a progressé de 5% à € 1 398 millions, ce qui a représenté 14% du chiffre d'affaires du Groupe. Les principaux contrats réalisés comprennent des contrats de métros aux Etats-Unis et au Mexique, ainsi que des chaudières et des contrats de systèmes environnementaux.

Dans la région Amérique du Sud et Centrale, le chiffre d'affaires s'est établi à € 482 millions, en baisse de 12% par rapport à l'an dernier. La région Amérique du Sud et Centrale a contribué à hauteur de 5% au chiffre d'affaires du Groupe pendant le semestre.

Le chiffre d'affaires en Asie/Pacifique s'est élevé à € 1 097 millions, en baisse de 13% par rapport à l'an dernier. Parmi les principales réalisations, il faut mentionner les îlots conventionnels pour des centrales nucléaires en Chine, les contrats de service sur des centrales à gaz en Corée du Sud et une centrale à gaz clés en main en Australie.

Avec des ventes de € 1 847 millions, le chiffre d'affaires dans la zone Moyen-Orient/Afrique a presque doublé et a représenté 19% du chiffre d'affaires du Groupe. Cette augmentation est due à l'exécution de contrats importants dans le Secteur Power en Afrique du Sud, aux Emirats Arabes Unis, en Algérie, en Arabie Saoudite et en Tunisie ainsi qu'à la livraison de tramways en Algérie.

2.2.3. Analyse géographique du chiffre d'affaires par région d'origine

Total Groupe					
Données base réelle, en millions d'€	1er semestre		1er semestre		% Var. Sept 09/08
	30 sept. 09	% contrib	30 sept. 08	% contrib	
Europe	6 763	70%	6 435	72%	5%
Amérique du Nord	1 358	14%	1 318	15%	3%
Amérique du Sud et Centrale	375	4%	311	3%	21%
Asie/Pacifique	662	7%	762	9%	-13%
Moyen-Orient/Afrique	525	5%	130	1%	304%
Chiffre d'affaires par origine	9 683	100%	8 956	100%	8%

Le chiffre d'affaires réalisé en Europe a augmenté de 5% à € 6 763 millions et a représenté 70% du chiffre d'affaires du premier semestre 2009/10, en raison principalement d'une activité plus importante sur les projets de centrales et les activités de services, qui a compensé une baisse de l'activité dans les énergies renouvelables.

Le chiffre d'affaires réalisé à partir d'Amérique du Nord s'est élevé à € 1 358 millions, en augmentation de 3% par rapport à l'an dernier. Il comprend la livraison de systèmes de contrôles environnementaux et de métros aux Etats-Unis. Il a représenté 14% du chiffre d'affaires du Groupe.

Le chiffre d'affaires réalisé en région Amérique du Sud et Centrale a augmenté de 21% pour s'établir à € 375 millions, une hausse qui s'explique principalement par l'accélération des projets hydroélectriques au Brésil et par une augmentation de l'activité pour Transport. La région Amérique du Sud et Centrale a contribué au chiffre d'affaires du Groupe à hauteur de 4%.

Le chiffre d'affaires réalisé en Asie/Pacifique a diminué de 13% à € 662 millions, notamment à cause de ventes plus faibles de systèmes de contrôles environnementaux.

La région Moyen-Orient/Afrique a vu son chiffre d'affaires augmenter fortement à € 525 millions et a représenté 5% du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre de l'année 2009/10. L'augmentation du chiffre d'affaires est liée à l'exécution de projets de centrales et à une activité croissante de Thermal Services dans la région.

3. Perspectives

La priorité d'Alstom reste l'exécution de son carnet de commandes de qualité. Dans le même temps, le Groupe a mis en place des mesures visant à contrôler ses coûts et développer sa flexibilité afin de s'adapter au nouvel environnement économique. Toute prévision sur le niveau futur des commandes est par nature difficile ; néanmoins, un redressement des commandes est probable dans la deuxième moitié de l'exercice.

Grâce à la bonne performance opérationnelle réalisée au cours du premier semestre, Alstom peut confirmer que la marge opérationnelle du Groupe sur l'année devrait atteindre environ 9%, avec une marge opérationnelle pour le Secteur Power se situant entre 10 % et 11 % et celle du Secteur Transport entre 7 % et 8 %.

Ces perspectives sont des « données prospectives » et sont donc sujettes à des incertitudes. Le succès de la stratégie du Groupe et de son plan d'action, son chiffre d'affaires, sa marge opérationnelle et sa situation financière pourraient être fort différents des buts et objectifs exprimés ci-dessus, si l'un des risques décrits dans la section Risques du Document de Référence pour l'exercice 2008/09 et dans les notes du semestre se terminant le 30 septembre 2009 ou tout autre risque non identifié venait à se concrétiser.

4. Analyse sectorielle

4.1. Secteur Power

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Power.

Power Données en base réelle (en millions d'€)	1er semestre 30 sept. 09	1er semestre 30 sept. 08	% Variation sept 09 / sept 08	
			Réel	Organique
			Carnet de commandes	24 631
Commandes reçues	4 731	10 203	-54%	-54%
Chiffre d'affaires	6 895	6 284	10%	9%
Résultat opérationnel	677	581	17%	15%
Marge opérationnelle	9,8%	9,2%		
Résultat d'exploitation	657	570	15%	
Capitaux employés	1 672	921	82%	

4.1.1. Commandes reçues

Comme prévu, le marché des nouvelles centrales et de l'équipement électrique a ralenti significativement pendant le premier semestre 2009/10 dans toutes les régions. Le marché des services aux centrales a montré une meilleure résistance mais a également été affecté par la crise mondiale qui s'est traduite notamment par une baisse de la consommation d'électricité.

Commandes reçues (en millions d'€)	1er semestre		% Variation sept 09 / sept 08	
	30 sept. 09	30 sept. 08	Réel	Organique
	Thermal Systems & Products	1 849	6 600	-72%
Thermal Services	2 173	2 607	-17%	-17%
Renewables	709	996	-29%	-30%
Power	4 731	10 203	-54%	-54%

En ligne avec l'évolution du marché, les commandes reçues par le Secteur Power au cours du premier semestre 2009/10 ont baissé significativement par rapport au montant exceptionnellement élevé enregistré l'année précédente.

Comme prévu, les commandes reçues par Thermal Systems & Products à € 1,8 milliard ont été les plus affectées avec une baisse de 72% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les principaux contrats enregistrés sur la période ont porté sur une importante centrale à cycle combiné au Royaume-Uni et sur une turbine à vapeur en Allemagne. Plusieurs contrats pour des systèmes de contrôle de la qualité de l'air ont aussi été signés en Inde et au Mexique. Les commandes de l'année dernière, à € 6,6 milliards, incluaient des contrats très importants portant sur des centrales à charbon en Afrique du Sud et en Allemagne et une centrale au fioul en Arabie Saoudite.

Les commandes de Thermal Services ont mieux résisté à € 2,2 milliards, en baisse de 17% par rapport à la même période de l'exercice précédent qui incluait d'importants contrats d'opération et de maintenance pour des centrales à gaz. Parmi les commandes de Thermal Services au cours du premier semestre 2009/10, il faut mentionner la réhabilitation d'une centrale à charbon en Pologne et des contrats d'équipements auxiliaires en Algérie et en France.

Renewables a enregistré une baisse de 29% de ses commandes à € 709 millions, à comparer aux € 996 millions enregistrés sur la même période l'année dernière. Des contrats importants ont été signés pour des stations de transfert d'énergie par pompage en Suisse, pour la réhabilitation d'une centrale hydroélectrique au Canada et pour l'installation de fermes éoliennes en Espagne et au Royaume-Uni.

En Europe, Alstom a remporté plusieurs succès commerciaux avec des commandes à € 2,7 milliards, représentant 56% des commandes du Secteur. Des commandes pour une importante centrale à gaz à cycle combiné au Royaume-Uni (5 turbines GT26TM et un contrat d'opération et de maintenance) et pour une turbine à vapeur pour une centrale à charbon de 900 MW en Allemagne ont été enregistrées. Alstom a aussi remporté d'importants contrats pour des stations de transfert d'énergie par pompage en Suisse et pour des fermes éoliennes en Espagne et au Royaume-Uni. Les besoins d'efficacité, d'allongement de la durée de vie des équipements et de réduction des émissions ont favorisé l'obtention de contrats pour la réhabilitation d'une centrale à charbon en Pologne et pour une augmentation de la capacité d'une centrale à gaz en France.

En Amérique du Nord, les commandes ont atteint € 1 075 millions, soit une augmentation de 30% par rapport à l'année dernière. Des contrats ont notamment été signés pour la réhabilitation de turbines à vapeur de centrales nucléaires aux Etats-Unis et d'une centrale hydroélectrique au Canada. En Amérique du Sud et Centrale, le Groupe a reçu des commandes pour la réhabilitation d'une chaudière au Brésil et a renforcé ses positions sur le marché en croissance de la géothermie en remportant un contrat pour une centrale de 25 MW (ingénierie, fourniture des équipements et construction) au Mexique. Le Secteur a ainsi

remporté des contrats pour des systèmes de désulfuration des gaz de combustion aux Etats-Unis et au Canada. Alstom a également remporté un contrat pour des précipitateurs électrostatiques au Mexique.

Les commandes de la région Asie/Pacifique ont atteint € 671 millions, soit 14% des commandes du Secteur. En Inde, Alstom a reçu des commandes pour des équipements de contrôle de la qualité de l'air pour l'industrie de l'aluminium et pour des chaudières à charbon de 800 MW. Le secteur a également remporté un contrat de centrale hydroélectrique de 4 x 125 MW. En Chine, la croissance du marché du nucléaire s'est traduite par une commande de générateurs diesel de secours pour des centrales nucléaires dont Alstom avait déjà remporté l'îlot conventionnel lors de l'exercice précédent. Dans le reste de la région, Asie/Pacifique, Alstom a remporté un contrat de centrale hydroélectrique au Bhoutan ainsi que des contrats de service pour des turbines Alstom GT24/GT26™ en Corée et en Thaïlande.

Dans la région Moyen Orient / Afrique, aucun projet clés en main n'a été remporté au cours du semestre, du fait du report des décisions des investissements contrairement à l'année dernière. Le secteur Power a remporté un contrat pour une GT8™. L'année dernière, des commandes très importantes avaient été signées pour des projets de centrales à vapeur en Afrique du Sud et en Arabie Saoudite ainsi que pour une centrale à gaz clés en main en Algérie.

Au cours du premier semestre 2009/10, les principales commandes du Secteur Power ont été les suivantes :

Pays	Description
Allemagne	Turbine à vapeur pour une centrale à charbon de 900MW
Chine	Générateurs diesel de secours pour des centrales nucléaires
Espagne	23 turbines Eco 80 pour une ferme éolienne de 38 MW
Etats-Unis	Réhabilitation d'îlots conventionnels pour des centrales nucléaires
Etats-Unis	Réhabilitation de turbines à vapeur de centrale nucléaire
Inde	Chaudières à charbon (2 x 800MW)
Inde	Turbines et générateurs pour une centrale hydroélectrique (4 x 125MW)
Mexique	Contrat clés en main pour une centrale géothermique
Pologne	Réhabilitation d'une centrale à charbon
Suisse	Réhabilitation d'une centrale hydroélectrique (4 x 250MW)
Suisse	Turbine et générateur pour des stations de transfert d'énergie par pompage
Royaume-Uni	Construction d'une centrale à gaz à cycle combine (5 x GT26™)
Royaume-Uni	Contrat de maintenance pour une centrale à gaz à cycle combiné

4.1.2. Chiffre d'affaires

Au cours du premier semestre 2009/10, le Secteur Power a généré un chiffre d'affaires de € 6,9 milliards, en hausse de 10% par rapport à l'année dernière (9% sur une base organique). L'activité de Thermal Systems & Products a été soutenue à € 3,8 milliards et a fortement contribué à l'augmentation du chiffre d'affaires du Secteur avec un taux de croissance de 14%. Thermal Services a porté son activité au niveau soutenu de € 2,2 milliards à comparer à un chiffre d'affaires de € 2,1 milliards l'an dernier sur la même période, soit une augmentation de 6% (3% sur une base organique). Renewables à € 896 millions a connu un niveau d'activité comparable à celui de l'année dernière, avec une hausse limitée de 3%.

Chiffre d'affaires (en millions d'€)	1er semestre		% Variation	
	30 sept. 09	30 sept. 08	sept 09 / sept 08	
			Réel	Organique
Thermal Systems & Products	3 776	3 324	14%	14%
Thermal Services	2 223	2 088	6%	3%
Renewables	896	872	3%	3%
Power	6 895	6 284	10%	9%

Le chiffre d'affaires en Europe, à € 2 972 millions, a représenté une nouvelle fois la plus grande partie (43%) du chiffre d'affaires total du Secteur au cours de la période. Ce niveau est comparable au niveau enregistré l'année dernière sur la même période. Le chiffre d'affaires a eu pour principale origine des projets de centrales à gaz clés en main au Royaume Uni, aux Pays-Bas et des centrales à charbon en Pologne et en Allemagne.

Le chiffre d'affaires en Amérique du Nord a diminué de 3% à € 990 millions. Les principaux contrats exécutés sur la période ont été des contrats de chaudières aux Etats Unis et plusieurs contrats de systèmes de contrôle environnemental. L'Amérique du Nord a représenté 14% du chiffre d'affaires semestriel du Secteur.

Le chiffre d'affaires en Amérique du Sud et Centrale a atteint € 347 millions, en baisse de 14% par rapport à la même période l'année dernière. Les principales livraisons au cours du semestre ont consisté en la fourniture d'équipements pour deux centrales hydroélectriques au Brésil. La région Amérique du Sud et Centrale a représenté 5% du chiffre d'affaires du Secteur au cours du semestre.

Le chiffre d'affaires de la région Asie/Pacifique s'est porté à € 878 millions contribuant à hauteur de 13% au chiffre d'affaires du Secteur. Les principaux projets livrés ont porté sur la réalisation d'un îlot conventionnel pour une centrale nucléaire en Chine, sur des contrats de service pour des turbines à gaz en Corée du Sud, et sur une centrale à gaz clés en main en Australie.

Le chiffre d'affaires de la région Moyen-Orient/Afrique a atteint € 1 708 millions, soit le double du montant réalisé au cours de la même période l'année dernière. L'exécution de contrats significatifs aux Emirats Arabes Unis, en Arabie Saoudite, en Algérie, en Tunisie et en Afrique du Sud explique cette forte progression. La région Moyen-Orient/Afrique a représenté 25% du chiffre d'affaires du semestre.

Power					
Données base réelle, en millions d'€	1er semestre		1er semestre		% Var. Sept 09/08
	30 sept. 09	% contrib	30 sept. 08	% contrib	
Europe	2 972	43%	2 967	47%	0%
Amérique du Nord	990	14%	1 018	16%	-3%
Amérique du Sud et Centrale	347	5%	403	6%	-14%
Asie/Pacifique	878	13%	1 044	17%	-16%
Moyen-Orient/Afrique	1 708	25%	852	14%	100%
Chiffre d'affaires par destination	6 895	100%	6 284	100%	10%

4.1.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

En progression de 17%, le résultat opérationnel du Secteur Power s'est élevé à € 667 millions comparé au montant de € 581 millions du premier semestre 2008/09. La marge opérationnelle est passée de 9,2% à 9,8%, grâce à un carnet de commandes de qualité et à l'attention permanente portée à l'exécution des contrats et au contrôle des coûts.

4.2. Secteur Transport

Le tableau suivant montre les principaux indicateurs du Secteur Transport.

Transport Données en base réelle (en millions d'€)	1er semestre		% Variation sept 09 / sept 08	
	30 sept. 09	30 sept. 08	Réel	Organique
	Carnet de commandes	19 156	20 141	-5%
Commandes reçues	2 403	5 198	-54%	-51%
Chiffre d'affaires	2 788	2 672	4%	4%
Résultat opérationnel	195	176	11%	12%
Marge opérationnelle	7,0%	6,6%		
Résultat d'exploitation	188	163	15%	
Capitaux employés	(166)	(245)	-32%	

4.2.1. Commandes reçues

Le marché des transports ferroviaires a continué d'être soutenu par des fondamentaux solides tels que l'engorgement des villes, les besoins de mobilité et les préoccupations environnementales. Les plans de relance concernant le transport ferroviaire devraient accélérer certains projets, particulièrement en Europe et aux Etats-Unis. Les marchés de la très grande vitesse et des transports en commun ont poursuivi leur croissance tandis que les activités de fret ont ralenti.

Au cours du premier semestre 2009/10, le Secteur Transport a reçu € 2 403 millions de commandes en baisse de 54 % par rapport au niveau très élevé de la même période l'an dernier qui incluait des commandes importantes de trains à grande vitesse PENDOLINO™, un contrat de maintenance de 10 ans au Royaume-Uni et une commande de trains à très grande vitesse de nouvelle génération AGV™ en Italie.

Les commandes reçues en Europe se sont élevées à € 1 482 millions. Avec 62 % du total, l'Europe reste donc la principale région en termes de commandes reçues. Des trains régionaux en France, en Allemagne et au Danemark, des tramways à Montpellier et des systèmes de signalisation ERMTS aux Pays-Bas ont représenté les principaux succès commerciaux sur la période.

Les commandes reçues en Amérique du Nord se sont établies à € 122 millions contre € 360 millions sur le premier semestre de l'an dernier. Elles incluent la commande d'un système de contrôle des trains au Canada. La région Amérique du Nord a contribué à hauteur de 5% au chiffre d'affaires du Secteur.

En Amérique du Sud et Centrale, les commandes reçues se sont élevées à € 410 millions (soit 17 % du total) contre € 332 millions sur le premier semestre 2008/09, une hausse de 23%. Des commandes ont été enregistrées pour des métros et le système de signalisation associé et pour des tramways à Brasilia.

Dans la région Asie / Pacifique, Transport a enregistré pour € 305 millions de nouvelles commandes (soit 13 % du total) en forte hausse par rapport aux € 85 millions de l'an dernier. En Chine et en Inde, Transport a signé d'importants contrats de signalisation.

Dans la région Moyen-Orient / Afrique, les commandes se sont élevées à € 84 millions contre € 381 millions l'année passée et ont porté sur l'infrastructure et le système de signalisation du métro du Caire. Les principales commandes de l'an dernier incluaient notamment un système clés en main de tramway pour Dubaï et des tramways pour Rabat.

Au cours du premier semestre 2009/10, les principales commandes du Secteur Transport ont été les suivantes :

Pays	Description
Allemagne	83 trains régionaux pour le réseau de transport de Stuttgart
Brésil	48 voitures et un système de signalisation pour le métro de Brasilia
Brésil	Tramway CITADIS™ et construction de 8km de voies à Brasilia
Brésil	47 voitures pour le métro de Sao Paulo
Canada	Système CBTC pour le réseau de Toronto
Chine	Systèmes de contrôle des trains pour les métros de Guangzhou, Shenzhen et Hong-Kong
Danemark	Trains régionaux CORADIA™ LINT
Egypte	Infrastructure et système de signalisation pour le métro du Caire
France	60 trains duplex pour le RER A à Paris
France	Tramway CITADIS™ pour Montpellier
Inde	Système de signalisation et de contrôle des trains pour le réseau de métro de Bangalore
Pays-Bas	Système de signalisation ERTMS combiné à un contrat de maintenance de 15 ans

4.2.2. Chiffre d'affaires

Au cours du premier semestre 2009/10, le chiffre d'affaires du Secteur Transport s'est élevé à € 2 788 millions, en hausse de 4 % à structure réelle et sur une base organique.

Avec € 1 887 millions, l'Europe représente 68 % du chiffre d'affaires du Secteur, au même niveau que l'an dernier. Le chiffre d'affaires de la période a été généré notamment par l'exécution des contrats de TGV™ en France, de métros en France en Espagne et en Turquie, de trains régionaux en France et en Allemagne, et d'un contrat de signalisation en Italie.

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a augmenté de 29 % pour s'établir à € 408 millions grâce à l'avancement du contrat pour le métro de New York et à l'accélération des livraisons d'équipements pour le métro de Mexico City. L'Amérique du Nord a contribué à 14 % du chiffre d'affaires du Secteur.

Le chiffre d'affaires réalisé dans la région d'Amérique du Sud et Centrale est passé de € 142 millions l'an dernier à € 135 millions ce semestre. Ce chiffre reflète la livraison progressive de voitures pour le métro de Sao Paulo. La région d'Amérique du Sud et Centrale a contribué à hauteur de 5% au chiffre d'affaires du Secteur.

Le chiffre d'affaires d'Asie / Pacifique s'est élevé à € 219 millions (soit 8% du chiffre d'affaires du Secteur), à un niveau stable par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, du fait de l'avancement des projets de trains X'TRAPOLIS™ pour Melbourne en Australie, de systèmes de signalisation à Singapour et de locomotives électriques en Chine.

Enfin, la région Moyen-Orient / Afrique a réalisé un chiffre d'affaires de € 139 millions. Cette hausse de 15% inclut notamment la livraison progressive du tramway d'Alger et de locomotives pour le Maroc. La région Moyen-Orient / Afrique a contribué à hauteur de 5% au chiffre d'affaires du Secteur.

Transport					
Données base réelle, en millions d'€	1er semestre		1er semestre		% Var. Sept 09/08
	30 sept. 09	% contrib	30 sept. 08	% contrib	
Europe	1 887	68%	1 878	70%	0%
Amérique du Nord	408	14%	316	12%	29%
Amérique du Sud et Centrale	135	5%	142	5%	-5%
Asie/Pacifique	219	8%	215	8%	2%
Moyen-Orient/Afrique	139	5%	121	5%	15%
Chiffre d'affaires par destination	2 788	100%	2 672	100%	4%

4.2.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Le résultat opérationnel du Secteur Transport s'est élevé à € 195 millions, en progression de 11 % par rapport au premier semestre de 2008/09. La marge opérationnelle progresse elle aussi, passant de 6,6 % à 7,0 %.

4.3. Corporate & Autres

Corporate & Autres comprend toutes les unités supportant les coûts de siège et du Réseau International.

Corporate et autres		
Données en base réelle (en millions d'€)	1er semestre 30 sept. 09	1er semestre 30 sept. 08
Résultat opérationnel	(44)	(60)
Résultat d'exploitation	(63)	(47)
Capitaux employés	(182)	(228)

Le résultat opérationnel de Corporate et Autres est égal à € (44) millions sur le premier semestre 2009/10, contre € (60) millions sur le premier semestre 2008/09.

5. Utilisation des indicateurs financiers différents des principes comptables généralement admis

Cette section présente les indicateurs financiers qui ne répondent pas aux principes comptables généralement admis.

5.1. Cash flow libre

Le cash flow libre se définit comme la variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation, moins les dépenses d'investissement (en incluant les coûts de développement capitalisés), nettes des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Le cash flow libre n'inclut pas le produit des cessions d'activités.

L'indicateur financier le plus directement comparable au cash flow libre en normes IFRS est la variation nette de trésorerie liée à l'exploitation. Un rapprochement entre ces deux indicateurs est présenté ci-dessous :

Total Groupe Données en base réelle (en millions d'€)	1er semestre 30 sept. 09	1er semestre 30 sept. 08
Variation nette de la trésorerie d'exploitation	385	1,459
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (incluant les coûts de développement capitalisés)	(317)	(265)
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	9	7
Cash flow libre	77	1,201

Alstom utilise le cash flow libre à la fois à des fins d'analyses internes et pour sa communication externe car le Groupe estime qu'il apporte un éclairage pertinent sur le montant réel de trésorerie générée ou utilisée par l'exploitation.

5.2. Capitaux employés

Les capitaux employés sont définis comme étant la somme du goodwill, des actifs incorporels, des immobilisations corporelles, des autres actifs non courants (à l'exclusion des excédents d'actifs de couverture et des actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière), des actifs courants (à l'exclusion des valeurs mobilières de placement, des autres actifs financiers courants et de la trésorerie et équivalents de trésorerie), moins les provisions courantes et non courantes, et les passifs courants (à l'exclusion des provisions courantes et de la dette financière courante).

Les capitaux employés par Secteur et pour l'ensemble du Groupe sont présentés en Note 4 aux comptes consolidés intérimaires au 30 septembre 2009.

Les capitaux employés sont utilisés aussi bien à des fins d'analyses internes et pour la communication externe dans la mesure où ils apportent un éclairage sur le montant des ressources financières utilisées par un Secteur ou par le Groupe, et sur la profitabilité d'un Secteur ou du Groupe par rapport aux ressources utilisées.

Total Groupe		
Données en base réelle		
(en millions d'€)	30 sept. 09	31 mars 09
Actifs non courants	8 557	8 625
moins impôts différés	(930)	(1,012)
moins actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière	(450)	(449)
moins actifs de couverture des engagements de retraite	(5)	(4)
Capitaux employés - actifs non courants (A)	7 172	7 160
Actifs courants	15 357	15 619
moins trésorerie et équivalents de trésorerie	(3,064)	(2,943)
moins valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants	(31)	(15)
Capitaux employés - actifs courants (B)	12 262	12 661
Passifs courants	18 243	19 268
moins dettes financières courantes	(592)	(748)
plus provisions non courantes	459	444
Capitaux employés - passifs (C)	18 110	18 964
Capitaux employés (A)+(B)-(C)	1 324	857

5.3. Trésorerie nette

La trésorerie nette se définit comme la somme de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des valeurs mobilières de placement, des autres actifs financiers courants et des autres actifs non courants associés aux passifs comptabilisés en dette financière, déduction faite de la dette financière.

Groupe		
Données en base réelle		
(en millions d'€)	30 sept. 09	31 mars 09
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 064	2 943
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	31	15
Actifs financiers non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière	450	449
<i>moins:</i>		
Dettes financières courantes	592	748
Dettes financières non-courantes	1 087	608
Trésorerie nette	1 866	2 051

5.4. Données organiques

Les chiffres présentés dans cette section incluent des indicateurs de performance présentés à structure réelle et sur une base organique. Les chiffres sont présentés sur une base organique afin d'éliminer l'incidence des modifications de périmètre et de la conversion en euros des comptes libellés en devises étrangères.

Le Groupe utilise les chiffres présentés sur une base organique à la fois à des fins d'analyses internes et pour sa communication externe car il estime qu'ils permettent d'analyser et d'expliquer les variations d'une période à une autre. Cependant, ces chiffres présentés sur une base organique ne sont pas des indicateurs de performance selon les principes comptables IFRS.

Pour calculer les chiffres sur une base organique, les chiffres présentés sur une base réelle sont ajustés comme suit :

- retraitement des chiffres réels de 2008/09 avec les taux de change utilisés dans les comptes consolidés pour l'exercice clos le 30 septembre 2009, pour le carnet de commandes, les commandes reçues, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel ;
- ajustements liés aux modifications de périmètres, sur ces mêmes indicateurs, à la fois pour le premier semestre 2008/09 (retraitement des cessions d'activités) et le premier semestre de l'exercice 2009/10 (retraitement des acquisitions d'activités).

Les chiffres sur une base organiques sont présentés dans un tableau sur la page suivante.

en millions d'€	1er Semestre - 30 sept. 08			2nd Semestre - 31 mars 09			1er Semestre - 30 sept. 09						
	Données réelles	Effet change	Effet périmètre	Données organiques	Données réelles	Taux de change	Effet périmètre	Données organiques	Données réelles	Effet périmètre	Données organiques	% Var Act. sept 09 / sept 08	% Var Org. sept 09 / sept 08
Carnet de commandes	46 879	(918)	(22)	45 939	45 670	-	-	45 670	43 787	(60)	43 727	-7%	-5%
Power	26 738	(219)	(22)	26 497	26 164	-	-	26 164	24 631	(56)	24 575	-8%	-7%
Transport	20 141	(699)	-	19 442	19 506	-	-	19 506	19 156	(4)	19 152	-5%	-1%
Corporate & autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	N/A	N/A
Commandes reçues	15 401	(153)	(15)	15 233	9 179	165	(11)	9 333	7 134	(17)	7 117	-54%	-51%
Power	10 203	131	(15)	10 319	6 263	(5)	(5)	6 253	4 731	(11)	4 720	-54%	-54%
Transport	5 198	(284)	-	4 914	2 916	170	(6)	3 080	2 403	(6)	2 397	-54%	-51%
Corporate & autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	N/A	N/A
Chiffre d'affaires	8 956	9	(14)	8 951	9 783	(50)	(24)	9 709	9 683	(64)	9 619	8%	7%
Power	6 284	6	(14)	6 276	6 770	(35)	(18)	6 717	6 895	(56)	6 839	10%	9%
Transport	2 672	3	-	2 675	3 013	(15)	(6)	2 992	2 788	(8)	2 780	4%	4%
Corporate & autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	N/A	N/A
Résultat opérationnel	697	2	-	699	839	(1)	-	838	828	(7)	821	19%	17%
Power	581	5	-	586	667	(2)	-	665	677	(6)	671	17%	15%
Transport	176	(3)	-	173	232	1	-	233	195	(1)	194	11%	12%
Corporate & autres	(60)	-	-	(60)	(60)	-	-	(60)	(44)	-	(44)	-27%	-27%
Marge opérationnelle	7,8%			7,8%	8,6%			8,6%	8,6%		8,5%		
Power	9,2%			9,3%	9,9%			9,9%	9,8%		9,8%		
Transport	6,6%			6,5%	7,7%			7,8%	7,0%		7,0%		
Corporate & autres	N/A			N/A	N/A			N/A	N/A		N/A		
Chiffre d'affaires	8 956	9	(14)	8 951	9 783	(50)	(24)	9 709	9 683	(64)	9 619	8%	7%
Coût des ventes	(7 319)	(8)	13	(7 314)	(7 906)	43	23	(7 840)	(7 924)	56	(7 868)	8%	8%
Frais de R&D	(274)	-	-	(274)	(312)	1	-	(311)	(267)	-	(267)	-3%	-3%
Frais commerciaux	(324)	1	-	(323)	(342)	2	-	(340)	(329)	-	(329)	2%	2%
Frais généraux et administratifs	(342)	-	1	(341)	(384)	3	1	(380)	(335)	1	(334)	-2%	-2%
Résultat opérationnel	697	2	-	699	839	(1)	-	838	828	(7)	821	19%	17%

6. Autres informations

6.1. Risques

Les risques financiers (risque de change, risque de crédit et risque de liquidité) et leur gestion, et les risques juridiques sont respectivement présentés dans les Notes 19 et 20 .B aux comptes consolidés résumés au 30 septembre 2009.

Les autres facteurs de risques sont présentés dans le Rapport annuel/Document de référence 2008/09 et aucune évolution significative n'est à mentionner pour le premier semestre de l'exercice 2009/10.

6.2. Informations sur la société-mère

Alstom, la société-mère du Groupe, n'a pas d'activité industrielle ou commerciale et par conséquent, ses revenus sont composés essentiellement de commissions et redevances facturées à ses filiales pour l'emploi du nom ALSTOM, de dividendes et d'autres recettes financières.

Le résultat net s'élève à € 123 millions au cours du premier semestre 2009/10, contre € 148 millions au cours du premier semestre 2008/09.

6.3. Parties liées

Au cours du premier semestre 2009/10, aucune nouvelle transaction significative entre parties liées n'a été conclue.

**Etats financiers consolidés résumés,
Semestre clos le 30 septembre 2009**

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

(en millions d'€)	Note	Semestre clos le		Exercice clos le
		30 septembre	30 septembre	31 mars
		2009	2008	2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	(4)	9 683	8 956	18 739
Coût des ventes	-	(7 924)	(7 319)	(15 225)
Frais de recherche et développement	(5)	(267)	(274)	(586)
Frais commerciaux	-	(329)	(324)	(666)
Frais administratifs	-	(335)	(342)	(726)
RESULTAT OPERATIONNEL	(4)	828	697	1 536
Autres produits	(6)	-	46	44
Autres charges	(6)	(46)	(57)	(137)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(4)	782	686	1 443
Produits financiers	(7)	33	71	122
Charges financières	(7)	(45)	(52)	(101)
RESULTAT AVANT IMPOT		770	705	1 464
Impôt sur les bénéfices	(8)	(199)	(174)	(373)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence	-	1	-	27
RESULTAT NET		572	531	1 118
Attribuable :				
- au Groupe	-	562	527	1 109
- aux intérêts minoritaires	-	10	4	9
Résultat net par action en €	(9)			
- Résultat de base		1,95	1,85	3,87
- Résultat dilué		1,93	1,82	3,81

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2009	2008	2009
Résultat net de la période	572	531	1 118
Gains (pertes) sur instruments financiers de couverture	(18)	17	25
Ecarts de conversion	15	24	(14)
Pertes actuarielles	(46)	(126)	(319)
Impôts	(6)	6	12
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(55)	(79)	(296)
Total des produits et charges comptabilisés	517	452	822
Attribuable :			
- au Groupe	508	448	811
- aux minoritaires	9	4	11

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

BILANS CONSOLIDES

(en millions d'€)	Note	Au 30 septembre 2009	Au 31 mars 2009
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	(10)	3 872	3 886
Immobilisations incorporelles	(10)	1 413	1 397
Immobilisations corporelles	(11)	1 752	1 735
Participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation	-	61	66
Autres actifs non courants	(12)	529	529
Impôts différés	-	930	1 012
Total des actifs non courants		8 557	8 625
Stocks	-	3 254	2 876
Contrats de construction en cours, actif	-	3 075	3 139
Clients et comptes rattachés	-	3 350	3 873
Autres actifs opérationnels courants	-	2 583	2 773
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants	-	31	15
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(19)	3 064	2 943
Total des actifs courants		15 357	15 619
TOTAL DE L'ACTIF		23 914	24 244

(en millions d'€)	Note	Au 30 septembre 2009	Au 31 mars 2009
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres - Part du Groupe	(14)	3 064	2 852
Intérêts minoritaires	-	35	32
Total capitaux propres		3 099	2 884
Provisions non courantes	(16)	459	444
Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	(17)	983	970
Emprunts non courants	(18)	555	65
Dettes sur contrats de location-financement non courantes	(18)	532	543
Impôts différés	-	43	70
Total des passifs non courants		2 572	2 092
Provisions courantes	(16)	1 167	1 226
Emprunts courants	(18)	548	706
Dettes sur contrats de location-financement courantes	(18)	44	42
Contrats de construction en cours, passif	-	9 951	10 581
Fournisseurs et comptes rattachés	-	3 833	3 866
Autres passifs opérationnels courants	-	2 700	2 847
Total des passifs courants		18 243	19 268
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		23 914	24 244

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2009	2008	2009
Résultat net	572	531	1 118
Dotations aux amortissements, dépréciations et charge relative aux paiements fondés sur des actions	212	184	439
Ajustements des flux relatifs aux engagements de retraite et avantages assimilés	(22)	(48)	(156)
Moins-values sur cessions d'actifs	9	2	4
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence (nette des dividendes reçus)	(1)	-	(24)
Charge d'impôt différé inscrite au compte de résultat	55	54	200
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation hors variation du besoin en fonds de roulement	825	723	1 581
Variation du besoin en fonds de roulement	(440)	736	555
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation	385	1 459	2 136
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	9	7	14
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(317)	(265)	(671)
Diminution des autres actifs non courants	9	7	4
Acquisition d'activités après déduction de la trésorerie acquise	(9)	(6)	(40)
Cession d'activités après déduction de la trésorerie nette cédée	(11)	17	36
Variation nette de la trésorerie liée aux investissements	(319)	(240)	(657)
Augmentation de capital	12	8	29
Variation nette des emprunts courants et non courants	374	(396)	(548)
Variation nette des dettes sur contrats de location-financement	(19)	(15)	(27)
Variation nette des valeurs mobilières de placement et autres actifs et passifs financiers courants	(40)	(7)	162
Dividendes versés y compris versements aux minoritaires	(329)	(232)	(233)
Variation nette de la trésorerie liée au financement	(2)	(642)	(617)
Incidences des variations de taux de conversion	57	18	(27)
Autres variations	-	6	(7)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	121	601	828
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	2 943	2 115	2 115
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	3 064	2 716	2 943
Impôts payés	(97)	(129)	(192)
Intérêts nets reçus ou payés	19	12	22

Analyse de la variation de la trésorerie nette (*)

(en millions d'euros)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2009	2008	2009
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	121	601	828
Variation nette des valeurs mobilières de placement et des autres actifs financiers courants	40	(1)	(162)
Variation nette des emprunts courants et non courants	(374)	396	548
Variation nette des dettes sur contrats de location-financement	19	15	27
Dettes nettes des entités acquises à leur date d'acquisition	-	-	(12)
Effet net des variations de taux de conversion et autres variations	9	(51)	(82)
Variation de la trésorerie nette	(185)	960	1 147
Trésorerie nette en début de période	2 051	904	904
Trésorerie nette en fin de période	1 866	1 864	2 051

(*) La trésorerie nette se définit comme la somme de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des valeurs mobilières de placement, des autres actifs financiers courants et des autres actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière (voir note 12), déduction faite de la dette financière (voir note 18).

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

<i>(en millions d'€, à l'exception du nombre d'actions)</i>	Nombre d'actions en circulation	Capital	Primes d'émission	Réserves	Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 31 mars 2008	141 602 127	1 982	427	841	(1 040)	2 210	35	2 245
Variation des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		-	-	-	(298)	(298)	2	(296)
Résultat net de la période		-	-	1 109	-	1 109	9	1 118
Total des produits et charges comptabilisées		-	-	1 109	(298)	811	11	822
ORA	2 191 845	15	(13)	(2)	-	-	-	-
Variation de périmètre et autres		-	-	(3)	-	(3)	(7)	(10)
Dividendes distribués		-	-	(226)	-	(226)	(7)	(233)
Division du nominal par deux	142 163 766	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital par exercice d'options	1 233 173	10	11	-	-	21	-	21
Emission d'actions réservées aux salariés et paiements fondés sur des actions	462 792	6	-	33	-	39	-	39
Au 31 mars 2009	287 653 709	2 013	425	1 752	(1 338)	2 852	32	2 884
Variation des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		-	-	-	(54)	(54)	(1)	(55)
Résultat net de la période		-	-	562	-	562	10	572
Total des produits et charges comptabilisées		-	-	562	(54)	508	9	517
ORA	794	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre et autres	(301)	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes distribués		-	-	(323)	-	(323)	(6)	(329)
Réduction de capital suite à l'achat d'actions propres	(700 000)	(5)	(29)	-	-	(34)	-	(34)
Augmentation de capital par exercice d'options	758 775	5	8	-	-	13	-	13
Emission d'actions réservées aux salariés et paiements fondés sur des actions	1 092 111	8	26	14	-	48	-	48
Au 30 septembre 2009	288 805 082	2 021	430	2 005	(1 392)	3 064	35	3 099

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1. PRESENTATION DU GROUPE.....	32
NOTE 2. NORMES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	32
NOTE 3. PRINCIPALES ACQUISITIONS, PARTENARIATS, CESSIONS ET VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	34
NOTE 4. INFORMATIONS PAR SECTEUR ET ZONE GEOGRAPHIQUE	35
NOTE 5. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.....	39
NOTE 6. AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES	40
NOTE 7. RESULTAT FINANCIER.....	40
NOTE 8. IMPOT SUR LES BENEFICES	41
NOTE 9. RESULTAT PAR ACTION	41
NOTE 10. ECARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	42
NOTE 11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	43
NOTE 12. AUTRES ACTIFS NON COURANTS.....	43
NOTE 13. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	44
NOTE 14. CAPITAUX PROPRES.....	45
NOTE 15. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS	45
NOTE 16. PROVISIONS.....	46
NOTE 17. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES	46
NOTE 18. DETTE FINANCIERE	48
NOTE 19. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS.....	49
NOTE 20. PASSIFS EVENTUELS ET CONTENTIEUX.....	51
NOTE 21. PARTIES LIEES.....	55
NOTE 22. EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE	55

NOTE 1. PRESENTATION DU GROUPE

Alstom (« le Groupe ») opère sur le marché de l'énergie au travers du Secteur Power et sur le marché du transport ferroviaire au travers du Secteur Transport. Il conçoit, fournit et entretient pour ses clients une gamme complète de produits et systèmes de technologie avancée et possède des compétences uniques en intégration de systèmes, ainsi qu'en maintenance et service après-vente couvrant la durée de vie de ces produits et systèmes.

Le 23 mars 2009, le Président-Directeur Général a décidé de réorganiser le Groupe en fusionnant en un seul Secteur toutes les activités liées à la génération d'électricité, auparavant divisées en deux Secteurs, Power Systems et Power Service. La réorganisation a été effective en date du 1^{er} avril 2009. Les principales activités du Groupe sont désormais réparties entre 2 Secteurs d'activités :

- Power

Le Secteur Power construit et vend des turbines à vapeur, des turbines à gaz, des éoliennes, des alternateurs, des centrales électriques ainsi que des équipements et systèmes hydroélectriques. Il intervient également sur le marché des chaudières et des équipements de contrôle d'émissions dans les domaines de la production d'énergie, de la pétrochimie et de l'industrie. Il répond enfin aux demandes du marché pour ce qui concerne la mise à niveau et la modernisation des centrales existantes. Enfin, il développe des activités de services associés sur tous les marchés mondiaux.

- Transport

Le Secteur Transport assure la vente du matériel, des équipements et des services liés au transport ferroviaire, parmi lesquels les trains de voyageurs, les locomotives, les systèmes de signalisation et les équipements et services ferroviaires.

NOTE 2. NORMES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION***A. Base d'établissement des comptes consolidés résumés***

Les états financiers consolidés d'Alstom au 30 septembre 2009 ont été établis :

- conformément au référentiel IFRS (normes et interprétations) tel qu'adopté dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 1^{er} avril 2009 ;
- en utilisant les mêmes principes comptables et méthodes d'évaluation qu'au 31 mars 2009, à l'exception des effets des nouvelles normes et interprétations tels que décrits ci-dessous.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les comptes consolidés résumés publiés sont conformes à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui autorise une information et des notes explicatives plus condensées que pour des comptes annuels. Ils doivent donc être lus en conservant pour référence les comptes annuels du Groupe clos au 31 mars 2009.

Les états financiers consolidés résumés sont présentés en euros et ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 28 octobre 2009.

B. Changements de méthodes dus aux nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire pour toute période intermédiaire ou annuelle commencée le 1^{er} avril 2009***• IFRS 8 – Secteurs opérationnels***

La norme IFRS 8 « Segments opérationnels » remplace la norme IAS 14 « Information sectorielle » et requiert une approche fondée sur la vue du management selon laquelle l'information sectorielle doit être établie sur des bases identiques à celles utilisées par l'entreprise pour ses besoins de gestion interne. Les segments opérationnels doivent faire l'objet d'une information cohérente avec celle fournie au « principal décideur opérationnel » du Groupe afin de lui permettre de prendre des décisions en matière opérationnelle.

Après prise en considération de la réorganisation des activités Power à compter du 1^{er} avril 2009 (voir note 1), le Groupe a identifié le Président-Directeur Général comme « principal décideur opérationnel » évaluant les performances et affectant les ressources au niveau des deux Secteurs Power et Transport. Ces deux Secteurs ont donc été identifiés comme les deux segments devant faire l'objet d'une information sectorielle.

• Version révisée IAS 23 – Coûts d'emprunts

La version révisée d'IAS 23 requiert que les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible soient inclus dans le coût de cet actif. Les actifs éligibles sont les actifs qui nécessitent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus.

IAS 23 révisé s'applique de façon prospective aux coûts d'emprunt relatifs à des actifs éligibles dont la date de début de capitalisation est identique ou postérieure à la date de première application (1^{er} avril 2009 pour le Groupe). Le Groupe ayant choisi, avant la révision d'IAS 23, de reconnaître immédiatement en charge les coûts d'emprunt, leur capitalisation constitue un changement de méthode comptable.

Le Groupe n'a pas identifié d'actif éligible dont la date de début de capitalisation se situe le 1^{er} avril 2009 ou ultérieurement. En conséquence, le changement de méthode comptable consécutif à la mise en vigueur de la norme révisée n'a pas d'incidence sur les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2009.

• Autres nouvelles normes, amendements et interprétations

Les amendements suivants à des normes existantes sont applicables aux opérations du Groupe, mais leur application n'a pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés résumés :

- ✓ Amendement de IFRS 2 « paiements fondés sur des actions – conditions d'acquisition des droits et annulations »,
- ✓ Amendements de IAS 1 « présentation des états financiers ».

C. Nouvelles normes et interprétations non encore d'application obligatoire

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée dans les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2009 des normes et interprétations suivantes :

- ✓ Version révisée IFRS 3 "regroupements d'entreprises" et amendements en résultant d'IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels",
- ✓ Amendements à IAS 39 "Instruments financiers : reconnaissance et évaluation".

Le Groupe procède à l'évaluation des incidences de l'application de ces textes.

D. Evaluations spécifiques utilisées pour la préparation des états financiers consolidés résumés***• Estimation de la charge fiscale***

La charge d'impôt est déterminée en appliquant le taux moyen estimé d'impôt pour l'ensemble de l'exercice au résultat avant impôt pour la période intermédiaire. Les ajustements nécessaires sont effectués lorsque des événements spécifiques sont survenus sur le semestre.

• Engagements de retraite et avantages assimilés

La provision nette sur engagements de retraite et avantages assimilés est calculée à la date de clôture des comptes sur la base des dernières évaluations disponibles à la date de clôture de l'exercice précédent. Une revue des hypothèses actuarielles a été réalisée pour les principaux pays contributifs (Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Suisse et zone euro) afin de tenir compte des évolutions éventuelles du semestre.

La valeur de marché des actifs de couverture est revue à la date de clôture.

NOTE 3. PRINCIPALES ACQUISITIONS, PARTENARIATS, CESSIONS ET VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Aucun changement significatif n'est intervenu dans le périmètre de consolidation au cours du semestre clos le 30 septembre 2009.

NOTE 4. INFORMATIONS PAR SECTEUR ET ZONE GEOGRAPHIQUE

A. INFORMATIONS PAR SECTEUR

Au 30 septembre 2009

(en millions d'€)	Power	Transport	Corporate & autres	Elimina-tions	Total
Chiffre d'affaires	6 896	2 788	-	(1)	9 683
Elimination inter Secteurs	(1)	-	-	1	-
Total chiffre d'affaires	6 895	2 788	-	-	9 683
Résultat opérationnel	677	195	(44)	-	828
Résultat d'exploitation	657	188	(63)	-	782
Produits (charges) financiers					(12)
Impôt sur les bénéfices					(199)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence					1
RESULTAT NET					572
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	13 024	5 319	1 091	-	19 434
Impôts différés (actif)					930
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite					5
Actifs financiers					3 545
TOTAL DE L'ACTIF					23 914
Passifs sectoriels ⁽²⁾	11 352	5 485	1 273	-	18 110
Impôts différés (passif)					43
Provisions pour engagements de retraite					983
Dette financière					1 679
Total capitaux propres					3 099
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF					23 914
Capitaux employés ⁽³⁾	1 672	(166)	(182)	-	1 324
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	193	98	26	-	317
Dotations aux amortissements dans le résultat d'exploitation	110	77	28	-	215

(1) Les actifs sectoriels se composent des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception des actifs non-courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière et des excédents d'actifs de couverture des engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels courants.

(2) Les passifs sectoriels se composent des soldes de clôture des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

Au 30 septembre 2008

(en millions d'€)	Power	Transport	Corporate & autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	6 288	2 673	-	(5)	8 956
Elimination inter Secteurs	(4)	(1)	-	5	-
Total chiffre d'affaires	6 284	2 672	-	-	8 956
Résultat opérationnel	581	176	(60)	-	697
Résultat d'exploitation	570	163	(47)	-	686
Produits (charges) financiers					19
Impôt sur les bénéfices					(174)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence					-
RESULTAT NET					531
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	12 624	5 096	757	-	18 477
Impôts différés (actif)					1 064
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite					12
Actifs financiers					3 423
TOTAL DE L'ACTIF					22 976
Passifs sectoriels ⁽²⁾	11 703	5 341	985	-	18 029
Impôts différés (passif)					4
Provisions pour engagements de retraite					907
Dette financière					1 559
Total capitaux propres					2 477
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF					22 976
Capitaux employés ⁽³⁾	921	(245)	(228)	-	448
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	151	97	17	-	265
Dotations aux amortissements dans le résultat d'exploitation	107	61	14	-	182

(1) Les actifs sectoriels se composent des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception des actifs non-courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière et des excédents d'actifs de couverture des engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels courants.

(2) Les passifs sectoriels se composent des soldes de clôture des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

Au 31 mars 2009

(en millions d'€)	Power	Transport	Corporate & autres	Elimina-tions	Total
Chiffre d'affaires	13 060	5 685	-	(6)	18 739
Elimination inter Secteurs	(6)	-	-	6	-
Total chiffre d'affaires	13 054	5 685	-	-	18 739
Résultat opérationnel	1 248	408	(120)	-	1 536
Résultat d'exploitation	1 172	389	(118)	-	1 443
Produits (charges) financiers					21
Impôt sur les bénéfices					(373)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence					27
RESULTAT NET					1 118
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	13 640	5 172	1 009	-	19 821
Impôts différés (actif)					1 012
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite					4
Actifs financiers					3 407
TOTAL DE L'ACTIF					24 244
Passifs sectoriels ⁽²⁾	12 171	5 503	1 290	-	18 964
Impôts différés (passif)					70
Provisions pour engagements de retraite					970
Dette financière					1 356
Total capitaux propres					2 884
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF					24 244
Capitaux employés ⁽³⁾	1 469	(331)	(281)	-	857
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	407	229	35	-	671
Dotations aux amortissements dans le résultat d'exploitation	226	123	35	-	384

(1) Les actifs sectoriels se composent des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception des actifs non-courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière et des excédents d'actifs de couverture des engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels courants.

(2) Les passifs sectoriels se composent des soldes de clôture des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

B. INFORMATIONS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE
Chiffre d'affaires et acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles par pays de destination
Semestre clos le 30 septembre 2009

<i>(en millions d'€)</i>	Chiffre d'affaires par pays de destination	Acquisition d'immobilisations	
		Corporelles	Incorporelles
Zone euro (1)	3 221	70	54
Reste de l'Europe	1 638	20	68
Amérique du Nord	1 398	60	-
Amérique du Sud et Centrale	482	2	-
Asie / Pacifique	1 097	39	2
Moyen-Orient et Afrique	1 847	2	-
Total Groupe	9 683	193	124

Le montant des acquisitions d'immobilisations réalisées au cours du semestre clos le 30 septembre 2009 s'élève à € 317 millions. Ce montant inclut des coûts de développement pour € 107 millions (voir note 5).

Parmi les principaux projets en cours, figure la construction de nouvelles usines à Chattanooga (États-Unis) et à Wuhan (Chine).

Semestre clos le 30 septembre 2008

<i>(en millions d'€)</i>	Chiffre d'affaires par pays de destination	Acquisition d'immobilisations	
		Corporelles	Incorporelles
Zone euro (1)	3 180	70	48
Reste de l'Europe	1 665	51	34
Amérique du Nord	1 334	17	-
Amérique du Sud et Centrale	545	4	-
Asie / Pacifique	1 259	30	10
Moyen-Orient et Afrique	973	1	-
Total Groupe	8 956	173	92

Le montant des acquisitions d'immobilisations réalisées au cours du semestre clos le 30 septembre 2008 s'élève à € 265 millions. Ce montant inclut des coûts de développement pour € 70 millions (voir note 5).

Exercice clos le 31 mars 2009

<i>(en millions d'€)</i>	Chiffre d'affaires par pays de destination	Acquisition d'immobilisations	
		Corporelles	Incorporelles
Zone euro (1)	6 594	163	118
Reste de l'Europe	3 111	115	75
Amérique du Nord	2 943	86	1
Amérique du Sud et Centrale	1 088	8	-
Asie / Pacifique	2 557	82	20
Moyen-Orient et Afrique	2 446	3	-
Total Groupe	18 739	457	214

Le montant des acquisitions d'immobilisations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2009 s'élève à € 671 millions. Ce montant inclut des coûts de développement pour € 172 millions (voir note 5).

(1) Pour les périodes terminées au 31 mars 2009 et 30 septembre 2008, la zone euro comprenait l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas et le Portugal. La Slovénie et la Slovaquie y ont été rajoutées à compter du semestre clos le 30 septembre 2009.

NOTE 5. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

<i>(en millions d'€)</i>	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2009	30 septembre 2008	31 mars 2009
Frais de recherche et développement	(267)	(274)	(586)
Coûts de développement capitalisés au cours de la période (voir note 10-B)	(107)	(70)	(172)
Dotation aux amortissement des coûts de développement capitalisés (voir note 10-B)	51	40	77
Dotation aux amortissement de la technologie acquise (voir note 10-B)	33	34	60
Total des dépenses de recherche et de développement de la période	(290)	(270)	(621)

NOTE 6. AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2009	2008	2009
Plus-values sur cessions d'activités (1)	-	36	35
Autres	-	10	9
Autres produits	-	46	44
Moins-values de cessions d'activités (1)	(19)	(40)	(80)
Charges de restructuration (2)	(27)	(13)	(46)
Autres	-	(4)	(11)
Autres charges	(46)	(57)	(137)
Autres produits / (autres charges)	(46)	(11)	(93)

(1) Pour le semestre clos le 30 septembre 2009, les moins-values sur cession d'activités comprennent des coûts imputables à des activités cédées antérieurement, notamment les amendes imposées par la Commission européenne à l'ancien Secteur T&D (voir note 20 B. Transformateurs électriques).

Les plus-values sur cessions réalisées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2009 avaient pour origine la cession de titres de participation non consolidés dans une société sud-africaine tandis que les moins-values de cessions s'expliquaient par des ajustements sur des activités cédées antérieurement, notamment l'ancien Secteur Marine.

(2) Les charges de restructuration constatées au cours du semestre clos le 30 septembre 2009 sont liées à des plans localisés en Europe pour le Secteur Transport et en Asie pour le Secteur Power.

NOTE 7. RESULTAT FINANCIER

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2009	2008	2009
Produits d'intérêts	24	60	107
Produit net sur engagements de retraite et avantages assimilés	-	2	5
Gain de change net	-	4	4
Autres produits financiers	9	5	6
Produits financiers	33	71	122
Charges d'intérêts	(25)	(45)	(78)
Charge nette sur engagements de retraite et avantages assimilés	(12)	-	-
Perte de change nette	(2)	-	-
Autres charges financières	(6)	(7)	(23)
Charges financières	(45)	(52)	(101)
Résultat financier	(12)	19	21

Les produits d'intérêts (€ 24 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2009) représentent la rémunération des positions de trésorerie du Groupe sur la période.

Les charges d'intérêts (€ (25) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2009) représentent le coût de la dette financière du Groupe. Elles comprennent notamment des intérêts sur contrats de location-financement (€ (4) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2009, € (5) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2008 et € (10) millions pour l'exercice clos le 31 mars 2009).

Les autres produits et charges financiers (€ 3 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2009) comprennent :

- des honoraires et commissions d'engagement sur cautions, prêts syndiqués et autres facilités de crédit (€ (6) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2009, € (7) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2008 et € (13) millions pour l'exercice clos le 31 mars 2009),
- des dividendes reçus de sociétés non consolidées (€ 2 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2009, € 3 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2008 et € 4 millions pour l'exercice clos le 31 mars 2009).

NOTE 8. IMPOT SUR LES BENEFICES

Sur la base d'un taux effectif projeté de 26% pour l'ensemble de l'exercice (25% pour le semestre clos le 30 septembre 2008), la charge d'impôt du semestre clos le 30 septembre 2009 s'élève à € (199) millions (€ (174) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2008 et € (373) millions pour l'exercice clos le 31 mars 2009).

NOTE 9. RESULTAT PAR ACTION

RESULTAT	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2009	30 septembre 2008	31 mars 2009
(en millions d'€)			
Résultat net attribuable au Groupe	562	527	1 109
Intérêts financiers relatifs aux obligations remboursables en actions, nets d'impôt	-	-	(1)
Résultat net part du Groupe utilisé pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action	562	527	1 108
NOMBRE D'ACTIONS	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2009	30 septembre 2008	31 mars 2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action	288 546 001	285 282 688	286 787 449
Effet des instruments dilutifs autres que les obligations remboursables en actions :			
- Options de souscription d'actions et actions gratuites conditionnelles ⁽¹⁾	2 734 729	5 035 362	3 290 001
- Actions gratuites autres que conditionnelles	240 790	102 672	1 332 599
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	291 521 520	290 420 722	291 410 049

(1) Seules les options de souscription d'actions attribuées par les plans 7, 8 et 9 ont été prises en compte pour le calcul du résultat dilué par action, les plans 6, 10 et 11 ayant un effet relatif au 30 septembre 2009.

RESULTAT NET PAR ACTION	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2009	30 septembre 2008	31 mars 2009
(en €)			
- Résultat de base	1,95	1,85	3,87
- Résultat dilué	1,93	1,82	3,81

NOTE 10. ECARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles est revue au minimum une fois par an et lorsque des évènements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. De tels évènements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

A. ECARTS D'ACQUISITION

(en millions d'€)	Au 31 mars 2009	Acquisitions	Cessions	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2009
Power	3 368	-	-	(14)	3 354
Transport	518	-	-	-	518
Ecarts d'acquisition	3 886	-	-	(14)	3 872
<i>dont :</i>					
Valeur brute	3 886	-	-	(14)	3 872
Dépréciation	-	-	-	-	-

Le test de dépréciation au 31 mars 2009 confortait l'opinion du Groupe selon laquelle les écarts d'acquisition n'avaient subi aucune perte de valeur. Au 30 septembre 2009, le Groupe estime que les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition au 31 mars 2009 n'ont pas subi de modifications telles qu'il serait nécessaire de procéder à un test de dépréciation au 30 septembre 2009.

B. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en millions d'€)	Au 31 mars 2009	Acquisitions cessions amortissements	Actifs des entités acquises	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2009
Coûts de développement capitalisés	907	107	-	(5)	1 009
Technologie acquise	1 244	-	-	-	1 244
Autres immobilisations incorporelles	240	9	-	4	253
Valeur brute	2 391	116	-	(1)	2 506
Coûts de développement capitalisés	(363)	(51)	-	(1)	(415)
Technologie acquise	(508)	(33)	-	-	(541)
Autres immobilisations incorporelles	(123)	(14)	-	-	(137)
Amortissements	(994)	(98)	-	(1)	(1 093)
Coûts de développement capitalisés	544	56	-	(6)	594
Technologie acquise	736	(33)	-	-	703
Autres immobilisations incorporelles	117	(5)	-	4	116
Valeur nette	1 397	18	-	(2)	1 413

La technologie et les contrats de licence acquis lors de l'affectation du prix d'acquisition d'ABB ALSTOM POWER en 1999 et 2000 constituent l'essentiel du montant brut présenté en technologie acquise.

Le test de dépréciation au 31 mars 2009 confortait l'opinion du groupe selon laquelle les immobilisations incorporelles n'ont pas subi de perte de valeur.

Au 30 septembre 2009, le Groupe estime que les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles au 31 mars 2009 n'ont pas subi de modifications telles qu'il serait nécessaire de procéder à une dépréciation au 30 septembre 2009.

NOTE 11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions d'€)	Au 31 mars 2009	Acquisitions/ amortissements/ dépréciations	Cessions	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2009
Terrains	121	1	-	-	122
Bâtiments	1 161	26	(18)	55	1 224
Matériel et outillage	2 116	53	(24)	27	2 172
Constructions en cours	342	66	(7)	(113)	288
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	437	26	(9)	1	455
Valeur brute	4 177	172	(58)	(30)	4 261
Terrains	(5)	-	-	-	(5)
Bâtiments	(566)	(21)	12	(2)	(577)
Matériel et outillage	(1 547)	(73)	23	6	(1 591)
Constructions en cours	-	-	-	-	-
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	(324)	(23)	7	4	(336)
Amortissements / Dépréciation	(2 442)	(117)	42	8	(2 509)
Terrains	116	1	-	-	117
Bâtiments	595	5	(6)	53	647
Matériel et outillage	569	(20)	(1)	33	581
Constructions en cours	342	66	(7)	(113)	288
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	113	3	(2)	5	119
Valeur nette	1 735	55	(16)	(22)	1 752

NOTE 12. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2009	Au 31 mars 2009
Actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière (1)	450	449
Autres prêts et dépôts à long terme	79	80
Autres actifs non courants	529	529

(1) Ces actifs sont afférents à un contrat de location de longue durée de trains et d'équipements connexes conclu avec un exploitant de métro à Londres (voir notes 18 et 20 A.). Ils se décomposent comme suit :

- au 30 septembre 2009, créances de € 428 millions et dépôt de € 22 millions,
- au 31 mars 2009, créances de € 429 millions et dépôt de € 20 millions.

NOTE 13. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT
Analyse bilancielle

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2009	Au 31 mars 2009	Variation
Stocks	3 254	2 876	378
Contrats de construction en cours, actif	3 075	3 139	(64)
Clients et comptes rattachés	3 350	3 873	(523)
Autres actifs courants opérationnels	2 583	2 773	(190)
Actifs	12 262	12 661	(399)
Provisions non courantes	459	444	15
Provisions courantes	1 167	1 226	(59)
Contrats de construction en cours, passif	9 951	10 581	(630)
Fournisseurs et comptes rattachés	3 833	3 866	(33)
Autres passifs opérationnels courants	2 700	2 847	(147)
Passifs	18 110	18 964	(854)
Besoin en fonds de roulement	(5 848)	(6 303)	455

Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2009
Besoin en fonds de roulement en début de période	(6 303)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation (*)	440
Variation du besoin en fonds de roulement résultant des cessions d'activités (**)	46
Ecart de conversion et autres variations	(31)
Total de la variation du besoin en fonds de roulement	455
Besoin en fonds de roulement en fin de période	(5 848)

(*) Élément présenté dans la variation nette de trésorerie liée à l'exploitation dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

(**) Élément présenté dans la variation nette de trésorerie liée aux investissements dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

NOTE 14. CAPITAUX PROPRES

Au 30 septembre 2009, le capital social d'ALSTOM s'élevait à € 2 021 635 574 et se composait de 288 805 082 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de € 7.

L'assemblée générale d'ALSTOM du 23 juin 2009 a décidé de distribuer des dividendes pour un montant total de € 323 millions, soit € 1,12 par action existante.

En janvier 2009, le Groupe a annoncé le lancement d'un nouveau plan d'actionnariat salarié (voir note 23 B. des états financiers consolidés au 31 mars 2009). Une augmentation de capital de 1 092 111 actions a été réalisée en avril 2009 suite à la mise en place de ce plan.

En Juin 2009, le Groupe a procédé au rachat de 700 000 actions propres pour un montant de € 34 millions. Ces actions ont été ensuite annulées.

NOTE 15. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS**A. VALORISATION DES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS ET ACTIONS GRATUITES CONDITIONNELLES**

La charge de personnel enregistrée au titre des plans d'options de souscription d'actions s'élève à € 16 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2009 (€ 12 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2008 et € 28 millions pour l'exercice clos le 31 mars 2009).

Le modèle de valorisation retenu est un modèle mathématique de type binomial pour lequel est anticipé un exercice des options réparti linéairement sur la période d'exercice. La volatilité retenue est le taux moyen de volatilité observé pour les sociétés comparables du CAC 40 à la date d'octroi. Ce taux est en ligne avec les pratiques du marché et est considéré approprié, compte tenu de la volatilité significative du titre du Groupe au cours des dernières années.

Les plans d'options de souscription d'actions sont décrits dans la note 23 aux états financiers consolidés au 31 mars 2009.

B. VALORISATION DES DROITS A PLUS-VALUES

La charge de personnel enregistrée au titre des plans de droits à plus-value s'élève à € 4 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2009 (charge nulle pour le semestre clos le 30 septembre 2008 et produit de € 5 millions pour l'exercice clos le 31 mars 2009).

La valeur des droits à plus-value est déterminée à la date d'octroi en utilisant un modèle binomial prenant en compte les termes et modalités de ces instruments. La dette est reconnue durant la période d'acquisition des droits. Jusqu'à son règlement, cette dette est calculée à chaque exercice clos, tout changement de juste valeur étant comptabilisé dans le compte de résultat.

Les plans de droits à plus-value sont décrits dans la note 23 aux états financiers consolidés au 31 mars 2009.

NOTE 16. PROVISIONS

(en millions d'€)	Au 31 mars 2009	Dotations	Reprises	Utilisations	Ecarts de conversion et autres	Au 30 septembre 2009
Garanties	477	113	(63)	(65)	(4)	458
Litiges et réclamations	749	239	(160)	(114)	(5)	709
Provisions courantes	1 226	352	(223)	(179)	(9)	1 167
Risques et litiges fiscaux	71	26	(2)	(6)	2	91
Restructurations	117	13	(1)	(24)	-	105
Autres provisions non courantes	256	22	(6)	(9)	-	263
Provisions non courantes	444	61	(9)	(39)	2	459
Total des provisions	1 670	413	(232)	(218)	(7)	1 626

NOTE 17. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES
Provision nette

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2009	Au 31 mars 2009
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	(983)	(970)
Excédents des actifs de couverture	5	4
Provision nette	(978)	(966)

Analyse des gains et pertes actuariels

Les gains et pertes actuariels et l'effet du plafonnement des actifs liés aux engagements de retraite reconnus ont été inscrits directement en capitaux propres comme suit :

- € (46) millions de gains et pertes actuariels reconnus au titre du semestre clos le 30 septembre 2009,
- pas de variation de l'incidence du plafonnement des actifs pour le semestre clos le 30 septembre 2009.

Hypothèses (taux moyens pondérés)

(en %)	Au	Au
	30 septembre 2009	31 mars 2009
Taux d'actualisation	5,16	5,74
Taux d'augmentation des salaires	3,10	3,10
Taux de rendement attendu des actifs sur la période	6,60	6,61

Analyse de la charge sur engagements de retraite et avantages assimilés inscrite dans le compte de résultat

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2009	30 septembre 2008	31 mars 2009
Coût des services rendus	(36)	(33)	(68)
Contributions versées aux régimes à cotisations définies (*)	(76)	(71)	(144)
Résultat opérationnel	(112)	(104)	(212)
Pertes/gains actuariels des autres avantages à long terme	-	-	-
Amortissement du coût des services passés non reconnus	-	1	2
Réductions/liquidations de régimes	-	-	7
Autres produits (charges)	-	1	9
Intérêts de la dette actuarielle	(104)	(111)	(219)
Rendement attendu des actifs de couverture	92	113	224
Produits financiers (charges financières)	(12)	2	5
Total de la charge sur engagements de retraite et avantages assimilés	(124)	(101)	(198)

(*) Y compris cotisations versées au titre des régimes multi-employeurs à prestations définies.

NOTE 18. DETTE FINANCIERE

Valeur inscrite au bilan (en millions d'€)	Au 30 septembre 2009	Au 31 mars 2009
Emprunts obligataires (1)	768	273
Autres emprunts	113	261
Options et compléments de prix sur entités acquises (2)	201	209
Instruments dérivés liés aux activités de financement	9	27
Intérêts courus	12	1
Emprunts	1 103	771
<i>Non courants</i>	<i>555</i>	<i>65</i>
<i>Courants</i>	<i>548</i>	<i>706</i>
Dettes sur contrats de location-financement	148	156
Dettes sur contrats de location de longue durée (3)	428	429
Dettes sur contrats de location-financement	576	585
<i>Non courantes</i>	<i>532</i>	<i>543</i>
<i>Courantes</i>	<i>44</i>	<i>42</i>
Total dette financière	1 679	1 356

(1) L'évolution en valeur nominale de l'en-cours des emprunts obligataires est la suivante :

<i>(Valeur nominale en millions d'€)</i>	Échéance 3 mars 2010	Échéance 23 septembre 2014	Total
En cours au 31 mars 2009	275	-	275
Emission obligataire	-	500	500
Obligations remboursées à échéance	-	-	-
Obligations rachetées et annulées	-	-	-
En cours au 30 septembre 2009	275	500	775
Taux d'intérêt nominal	6,25%	4,00%	-
Taux d'intérêt effectif	7,16%	4,22%	-

Le coût amorti au 30 septembre 2009 de l'émission obligataire de € 500 millions en date du 23 septembre 2009 s'élève à € 495 millions.

(2) Au 30 septembre 2009, la dette de € 201 millions inclut à hauteur de € 174 millions une option de vente consentie à Bouygues lors de la cession, le 31 octobre 2006, d'une participation de 50 % dans les activités hydrauliques du Groupe (€ 170 millions au 31 mars 2009, voir note 21).

(3) Cette dette est représentative des passifs afférents à un contrat de location de trains et équipements connexes (voir notes 12 et 20 A.).

NOTE 19. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

A. GESTION DU RISQUE DU CHANGE

Dettes financières

La répartition par devise de la valeur nominale de la dette financière est la suivante :

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2009	Au 31 mars 2009
Euro	1 133	700
Dollar américain	7	8
Livre sterling	442	443
Autres devises	104	209
Dettes financières en valeur nominale	1 686	1 360

La dette libellée en GBP a essentiellement pour origine une opération de location à long terme de trains, dont London Underground est partie prenante. Cette dette de € 428 millions est contrebalancée par des créances à long terme de même maturité également libellées en GBP qui sont comptabilisées en autres actifs non courants (voir notes 12 et 18).

Opérations

Dans le cadre normal de son activité, le Groupe s'expose à des risques de change sur les appels d'offres remis en devises étrangères, les contrats attribués et sur tous les décaissements futurs libellés en devises étrangères. Les principales devises sur lesquelles le Groupe a été exposé de façon significative au cours du semestre clos le 30 septembre 2009 sont le franc suisse et le dollar américain.

La juste valeur des instruments dérivés assurant la couverture du risque de change est inscrite au bilan comme suit :

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2009		Au 31 mars 2009	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instrument dérivé rattaché à une couverture de juste valeur	330	411	318	650
Instrument dérivé rattaché à une couverture de flux de trésorerie	8	4	28	15
Instrument dérivé rattaché à une couverture d'investissement net	-	-	-	-
Instrument dérivé non éligible à la comptabilité de couverture	8	6	6	3
Total	346	421	352	668

La juste valeur de ces instruments représente, sur la base des taux d'intérêt et de change à la date de clôture, le montant que le Groupe devrait recevoir ou payer s'il annulait sa position à cette même date.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture de juste valeur sont pour l'essentiel compensées par la réévaluation des actifs et passifs sous-jacents (qu'il s'agisse d'actifs et passifs comptabilisés au bilan ou d'engagements hors bilan).

B. GESTION DU RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers des obligations qu'il a contractées au titre d'un instrument financier ou d'un contrat commercial. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de par ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat est limité. En effet, les contreparties du Groupe sont bien notées et bénéficient d'une capacité financière suffisante pour satisfaire leurs obligations contractuelles.

Dans des circonstances particulières, le Groupe couvre par des polices d'assurance crédit-export jusqu'à 90 % du risque de contrepartie de certains contrats.

Risque lié aux autres actifs financiers

L'exposition du Groupe au risque de crédit lié aux autres actifs financiers est représentée par le risque d'une défaillance de la contrepartie : l'exposition maximale est égale à la valeur comptable de ces instruments.

Risque lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit lié aux dépôts auprès des banques et des institutions financières est géré de façon centralisée par le service Trésorerie du Groupe conformément à la stratégie du Groupe. Au 30 septembre 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement placés auprès de contreparties bancaires de premier plan notées « Investment Grade ».

Le paiement de dividendes ou les accords de prêts entre sociétés du Groupe permettent à la société-mère d'avoir accès aux liquidités des filiales détenues à 100%. Certaines restrictions locales peuvent cependant retarder ou limiter un tel accès. De plus, bien que la société-mère ait le pouvoir de contrôler les décisions des filiales dont elle détient la majorité du capital, ces filiales sont des entités juridiques distinctes et le paiement de dividendes et l'octroi de prêts, d'avances et d'autres paiements par les dites filiales à la société-mère peuvent faire l'objet de restrictions légales ou contractuelles, être conditionnés à la réalisation de bénéfices ou être sujets à d'autres restrictions. Parmi ces limitations, peuvent être mentionnées les réglementations locales en matière d'assistance financière et les lois sur les bénéfices des sociétés.

La politique du Groupe consiste à centraliser les liquidités des filiales au niveau de la société-mère dans la mesure du possible.

C. GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Au 30 septembre 2009, afin d'augmenter sa liquidité, le Groupe dispose d'une facilité de crédit renouvelable non utilisée d'un montant de € 1 000 millions à échéance mars 2012 étendue jusqu'en mars 2013 pour un montant de € 942 millions. Cette facilité qui n'est pas utilisée au 30 septembre 2009 est soumise aux critères financiers suivants, basés sur des données consolidées :

Critères financiers	Couverture minimale des frais financiers (a)	Endettement total maximal (millions d'€) (b)	Ratio maximal d'endettement net total (c)
De septembre 2009 à septembre 2013	3	5 000	3,6

- (a) Rapport de l'EBITDA (l'EBITDA correspond au résultat d'exploitation majoré des dépréciations et amortissements des actifs immobilisés) à la charge d'intérêts nette (à l'exclusion des intérêts relatifs aux dettes sur contrats de location-financement).
- (b) L'endettement total maximal est égal à l'en-cours des emprunts, c'est-à-dire le total de la dette financière moins les dettes sur contrats de location-financement. Ce critère a cessé de s'appliquer depuis que le Groupe est noté « Investment Grade ».
- (c) Rapport de l'endettement net, (c'est-à-dire le total des emprunts moins les valeurs mobilières de placement et la trésorerie ou les équivalents de trésorerie) à l'EBITDA. Le ratio d'endettement net au 30 septembre 2009 est de (1,0) - (1,2) au 31 mars 2009.

NOTE 20. PASSIFS EVENTUELS ET CONTENTIEUX

A. PASSIFS EVENTUELS

- Obligations commerciales

Les obligations contractuelles du Groupe envers ses clients peuvent faire l'objet de garanties délivrées par des banques ou des sociétés d'assurance. Ces garanties peuvent couvrir aussi bien des passifs déjà inscrits au bilan que des passifs éventuels.

Au 30 septembre 2009, le Groupe dispose, à la fois d'une ligne syndiquée et confirmée de cautions de € 8 milliards jusqu'en juillet 2010 et de lignes de cautions locales non confirmées dans de nombreux pays pour un montant total de € 13,9 milliards.

Au 30 septembre 2009, l'en-cours total des garanties sur contrats délivrées par les banques et les sociétés d'assurance s'élève à € 14,0 milliards (€ 14,0 milliards au 31 mars 2009).

L'en-cours de cautions disponible au titre de la ligne syndiquée s'élève à € 2,5 milliards au 30 septembre 2009 (contre € 2,4 milliards au 31 mars 2009). L'émission de nouvelles cautions en utilisant cette ligne est soumise au respect des critères financiers décrits en note 19. L'en-cours de cautions disponible au titre des lignes locales s'élève à € 5,4 milliards au 30 septembre 2009 (€ 5,1 milliards au 31 mars 2009).

- Financement des ventes

Le Groupe a délivré, jusqu'en 2003, des garanties à des institutions financières ayant accordé des financements à des clients du Groupe, acheteurs de navires ou d'équipements ferroviaires. Au 30 septembre 2009, l'en-cours des garanties octroyées au titre du financement des ventes s'élève à € 238 millions. Ce montant comprend :

- un en-cours de \$ 63 millions au titre de garanties relatives à des équipements vendus à un opérateur ferroviaire aux Etats-Unis (soit une contre-valeur de € 43 millions au 30 septembre 2009, € 47 millions au 31 mars 2009),
- un en-cours de £ 177 millions (soit une contre-valeur de € 195 millions au 30 septembre 2009, € 190 millions au 31 mars 2009) au titre de garanties données dans le cadre d'une location de longue durée d'équipements exploités par London Underground Limited (Northern Line). Si la société exploitante, London Underground Limited, décide de ne pas poursuivre le contrat de location au-delà de 2017 et de restituer les trains, le Groupe a garanti aux bailleurs une valeur de reprise minimale des rames et équipements connexes en 2017 de £ 177 millions, nette du paiement de £ 15 millions exigible de la société exploitante en cas de non-extension du contrat. Cet engagement de £ 177 millions fait partie de la dette de € 428 millions sur contrats de location à long terme (voir note 18).

B. CONTENTIEUX

- Contentieux dans le cadre des activités courantes du Groupe

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans plusieurs contentieux principalement liés à des contrats. Ces procédures en matière contractuelle, qui concernent souvent des demandes d'indemnisation pour retard d'exécution ou pour des travaux complémentaires, sont fréquentes dans les domaines d'activité du Groupe, particulièrement pour des projets à long terme importants. Dans certains cas, les montants réclamés au Groupe au titre de ces procédures contentieuses, parfois solidairement avec ses partenaires dans le cadre de consortiums, sont significatifs et peuvent atteindre € 300 millions pour un contentieux particulier en Inde.

Certaines actions judiciaires engagées contre le Groupe ne font pas l'objet d'une demande d'indemnisation chiffrée au début de la procédure. Les montants retenus au titre de ces litiges sont pris en compte dans l'estimation de la marge à terminaison en cas de contrats en cours ou inclus dans les provisions et les autres passifs courants en cas de contrats terminés, lorsqu'ils sont jugés correspondre à une estimation fiable de passifs probables. Les coûts effectivement engagés peuvent excéder le montant des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

- Amiante

En France, certaines des filiales du Groupe font l'objet de procédures civiles relatives à l'utilisation de l'amiante. Ces procédures sont engagées par certains de leurs employés ou anciens employés, en vue d'obtenir une décision constatant la responsabilité pour faute inexcusable de ces filiales, leur permettant ainsi de recevoir une indemnisation complémentaire à la prise en charge des frais médicaux par les caisses d'Assurance Maladie. Alors que les tribunaux compétents ont confirmé la faute inexcusable, les conséquences financières, dans la plupart des cas, sont restées jusqu'à présent à la charge des caisses de Sécurité Sociale.

Aux États-Unis, des filiales du Groupe font également l'objet de procédures judiciaires relatives à l'amiante. Le Groupe considère qu'il dispose de défenses solides en la matière.

Le Groupe estime qu'en France et aux États-Unis, les cas où il aurait à supporter les conséquences financières de telles procédures ne représentent pas un risque significatif. Bien que l'issue de l'ensemble des affaires en cours liées à l'amiante ne puisse être prévue avec une certitude raisonnable, le Groupe considère que celles-ci n'auront pas d'effets défavorables significatifs sur sa situation financière. Cependant, le Groupe ne peut pas assurer que le nombre d'affaires liées à l'amiante ou que des cas nouveaux n'auront pas d'effets défavorables significatifs sur sa situation financière.

- Recours collectifs aux États-Unis

Le Groupe, certaines de ses filiales et certains de ses dirigeants et membres du Conseil d'administration, anciens ou actuels, ont été cités à comparaître dans le cadre de plusieurs recours collectifs en justice déposés au nom de plusieurs catégories d'acquéreurs d'American Depositary Receipts et autres valeurs mobilières Alstom entre le 3 août 1999 et le 6 août 2003. Ces recours qui ont été consolidés en un seul, déposé le 18 juin 2004, présumant la violation des lois fédérales américaines relatives aux valeurs mobilières, suite à des déclarations de faits matériels présumés erronés, et/ou de l'omission de faits matériels nécessaires à la compréhension des déclarations de plusieurs communications d'Alstom destinées au public, concernant son activité, ses opérations et ses perspectives (performance des turbines GT24/GT26, certains accords de financement des ventes pour certains clients de l'ancien Secteur Marine et l'activité Transport aux États-Unis). Les actionnaires prétendent lésés auraient ainsi acheté des valeurs mobilières Alstom à des prix qui auraient été majorés.

Le 22 décembre 2005, le tribunal fédéral de première instance (« United States Federal District Court ») a exclu une part importante du recours consolidé, dont toutes les plaintes concernant les turbines GT24/GT26, celles dirigées contre les responsables ou dirigeants actuels du Groupe et celles émanant d'investisseurs non américains qui avaient acheté des valeurs mobilières Alstom sur un autre marché que le marché américain à l'exception de celles concernant l'activité Transport aux États-Unis. Le 11 juin 2007 les plaignants ont déposé une motion en vue d'inclure dans la procédure, en plus des personnes résidant aux États-Unis, toutes personnes résidant au Canada, en France, en Angleterre et aux Pays-Bas et qui auraient acheté des actions Alstom hors des États-Unis. Le Groupe a contesté l'inclusion dans la procédure des personnes résidant hors des États-Unis et le tribunal fédéral a décidé le 28 août 2008 d'exclure de la procédure les actionnaires français vis-à-vis de tous les défendeurs et de ne pas inclure les actionnaires résidant aux Pays-Bas et en Angleterre vis-à-vis d'Alstom. Cette décision, qui réduit les indemnités potentielles liées à cette procédure, n'a pas fait l'objet d'appel et est donc définitive. La procédure de production de documents dite «discovery phase» est en phase d'achèvement.

Bien que le Groupe continue à se défendre avec vigueur contre le recours collectif en justice, il ne peut pas assurer qu'il n'y aura pas d'issue défavorable qui aurait un effet significatif négatif sur son activité, ses résultats et sa situation financière.

- Allégations de pratiques anti-concurrentielles

Équipement GIS

En avril 2006, à la suite d'investigations commencées en 2004, la Commission européenne a engagé une procédure contre Alstom, ainsi que contre un certain nombre d'autres sociétés, sur le fondement d'allégations de pratiques anti-concurrentielles concernant la vente d'appareillage de commutation à isolation gazeuse (« équipement GIS ») produit par l'ancien Secteur T&D d'Alstom cédé à Areva en Janvier

2004. Le 24 janvier 2007, la Commission européenne a condamné Alstom à verser une amende de € 65 millions, dont € 53 millions conjointement et solidairement avec Areva T&D SA.

Alstom a déposé une requête en annulation de cette décision devant le tribunal de première instance des Communautés européennes. L'audience s'est tenue le 24 mars 2009 et la date de la décision n'est pas encore connue.

A la suite de la décision de la Commission européenne du 24 janvier 2007 visée ci-dessus, National Grid a entamé le 17 novembre 2008 une action civile devant la Cour de Londres (High Court of Justice) aux fins d'obtention de dommages et intérêts contre les constructeurs européens d'équipement GIS, dont Alstom et certaines de ses filiales. National Grid prétend avoir subi un préjudice global de € 268,3 millions du fait qu'il a payé l'équipement GIS à des tarifs trop élevés compte tenu des supposées ententes anticoncurrentielles. Alstom conteste le dossier au fond. La Cour de Londres a décidé le 12 juin 2009 de ne pas statuer sur le fond du dossier avant l'épuisement des recours devant les juridictions européennes contre la décision du 24 janvier 2007.

Transformateurs électriques

Le 21 novembre 2008, la Commission européenne a envoyé une communication de griefs à un certain nombre de fabricants de transformateurs électriques, dont Alstom, portant sur des allégations de pratiques anti-concurrentielles. Alstom a contesté la matérialité des faits allégués. Le 7 octobre 2009, Alstom a été condamné par la Commission européenne à payer une amende de € 16,5 millions, dont € 13,5 millions conjointement et solidairement avec Areva T&D SA (Voir Note 6).

Procédure en Allemagne

Le Groupe a reçu le 22 décembre 2008 une communication de griefs de la commission fédérale de la concurrence en Allemagne (« BKA »), alléguant des violations de la loi allemande en matière de concurrence sur le marché des chaudières pour centrales alimentées au lignite. Le BKA pourrait prononcer une amende pouvant aller jusqu'à trois fois le montant des revenus supplémentaires obtenus du fait de ces violations. Le Groupe a l'intention de contester ce cas. En outre, d'éventuelles actions civiles de la part de clients ne peuvent pas être exclues.

- Allégations de paiements illicites

Certains employés du Groupe (actuels ou anciens) ont fait l'objet ou font actuellement l'objet d'enquêtes concernant des allégations de paiement illicites dans certains pays. Des procédures ont notamment été ouvertes par les autorités suisses et françaises pour des allégations de corruption. Certaines de ces procédures peuvent se traduire par des amendes infligées au Groupe ou l'exclusion de filiales du Groupe des procédures de marchés publics dans les pays concernés pour une durée déterminée.

- Litige aux Etats-Unis à la suite d'un accident dans le métro de Washington D.C.

Le 22 juin 2009, une collision entre deux rames du métro de Washington D.C. a eu pour conséquence la mort de 9 personnes et 50 blessés. Les causes de cet accident font l'objet d'une enquête par l'autorité fédérale compétente, le National Transportation Safety Board. A ce jour, 6 litiges ont d'ores et déjà été engagés contre Alstom Signaling Inc. et d'autres défendants extérieurs au Groupe. Les réclamations à l'encontre d'Alstom Signaling Inc. représentent un montant total d'environ \$ 250 millions. Il est prématuré de déterminer les causes de l'accident et les responsabilités en résultant.

Le Groupe estime qu'il n'existe aucune autre affaire en cours, qui pourrait avoir un impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

NOTE 21. PARTIES LIEES

A la connaissance du Groupe, le seul actionnaire détenant plus de 5 % du capital de la société mère est Bouygues, société française cotée à la Bourse de Paris. Au 30 septembre 2009, Bouygues détient 30 % du capital.

Le 29 septembre 2006, Bouygues et le Groupe ont signé un engagement ferme permettant à Bouygues d'acquérir pour un prix de € 150 millions une participation de 50 % dans les activités hydrauliques du Groupe, le Groupe ayant préalablement souscrit à € 300 millions d'obligations convertibles en actions Alstom Hydro Holding. Cette opération a été finalisée le 31 octobre 2006 à la suite de l'approbation de l'ensemble des autorités de la concurrence concernées.

En novembre 2009, le Groupe a la possibilité de convertir ces obligations en actions Alstom Hydro Holding. Au même moment, Bouygues peut :

- soit revendre ses titres Alstom Hydro Holding pour € 175 millions,
- soit les échanger contre 4,4 millions d'actions Alstom ou l'équivalent en trésorerie dans le cas où le Groupe ne serait pas en mesure de livrer ces actions,
- soit rester actionnaire avec la possibilité de conserver une participation de 50 % dans Alstom Hydro Holding en participant à une augmentation de capital.

En conséquence, aucun intérêt minoritaire sur Alstom Hydro Holding n'est constaté et l'option de vente consentie à Bouygues est valorisée dans la dette financière du Groupe au 30 septembre 2009 pour un montant de € 174 millions.

NOTE 22. EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE

Le Groupe n'a pas identifié d'événement postérieur à la clôture qui devrait être mentionné dans les notes aux états financiers autre que ceux déjà indiqués (notamment en note 20).

Rapport des auditeurs sur l'information financière semestrielle 2009

Mazars
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009**

Aux actionnaires

ALSTOM
3, avenue André Malraux
92300 LEVALLOIS-PERRET

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ALSTOM relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière décrit dans le rapport semestriel d'activité, qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 mars 2009 et caractérisé notamment par une difficulté à appréhender les perspectives économiques. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.B de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés de la société ALSTOM qui expose les changements de méthode relatifs à l'application de la norme IFRS 8 – Segments opérationnels et de la version révisée d'IAS 23 – Coûts d'emprunts, à compter depuis le 1^{er} avril 2009.

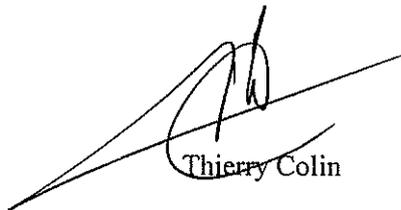
2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 29 octobre 2009

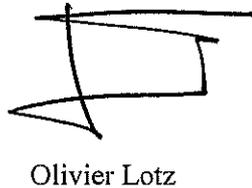
Les Commissaires aux comptes

Mazars



Thierry Colin

PricewaterhouseCoopers Audit



Olivier Lotz

Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel 2009

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2009

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés d'ALSTOM (ci-après la « Société ») pour le semestre écoulé de l'exercice 2009/10 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 29 octobre 2009



Le Président-Directeur Général
Patrick Kron